Nations Unies A/68/6 (Introduction)*

Assemblée générale

Distr. générale
10 mai 2013
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015**

Avant-propos et introduction

Table des matières

Page

Avant-propos 3

Introduction 5

A. Priorités du projet de budget-programme 5

B. Méthode 6

C. Présentation 6

D. Vue d'ensemble des ressources 7

E. Tableau d'effectifs proposé 14

F. Actualisation des coûts 17

G. Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires 18

Annexe
Tableaux

A. Récapitulatif des ressources financières et des postes nécessaires 22

1. Budget total et postes 22

2. Récapitulatif du projet de budget-programme 24

3. Prévisions de dépenses par objet de dépense 29

4. Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2012-2013 et proposés pour l'exercice biennal 2014-2015 30

* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 juillet 2013).

** Le budget-programme approuvé paraîtra sous la cote A/68/6/Add.1.

13-33104* (F) 290713 290713

Merci de recycler

5. Variations découlant de la résolution 67/248 de l'Assemblée générale 38

6. Variations découlant des propositions faites par le Secrétaire général dans son rapport sur l'esquisse budgétaire 44

7. Taux de change des monnaies par rapport au dollar des États-Unis et taux annuels d'inflation, de 2012 à 2015, pour les principaux lieux d'affectation 47

8. Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2012 à 2015, pour les principaux lieux d'affectation 48

9. Effet-report, sur l'exercice 2014-2015, des créations de postes au cours de l'exercice biennal 2012-2013, par chapitre du budget 49

B. Autres facteurs sous-tendant les propositions budgétaires 49

10. Exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015[a] : montant estimatif des quotes-parts hors budget ordinaire, par chapitre du budget 49

11. Exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015[a] : montant estimatif des ressources budgétaires, par chapitre du budget 51

12. Ressources demandées pour l'Office des Nations Unies à Nairobi au titre de chapitres choisis. 54

13. Ressources demandées au titre de la formation 55

14. Ressources informatiques pour les exercices biennaux 2010-2011 à 2014-2015 . . 56

15. Personnel temporaire (autre que pour les réunions) au 31 mars 2013 57

16. Estimations des dépenses au titre des licences Mobile Office (accès à distance) et de la continuité des opérations 60

17. Programmes de travail examinés par des organes spécialisés et chapitres correspondants du budget. 61

18. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles 64

Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015. Conformément à la pratique établie, ce projet vient clore un long processus qui a démarré en 2011 avec l'établissement du cadre stratégique et s'est poursuivi en 2012 avec la mise au point d'une esquisse budgétaire, suivie de la finalisation des propositions figurant dans le présent document.

Lors de la formulation de ces propositions, on a pris le plus grand soin d'aligner les activités de l'Organisation sur les priorités retenues par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/248.

Alors que le montant global de l'esquisse budgétaire qui lui a été présentée pour examen s'élevait à 5 493 millions de dollars, l'Assemblée générale m'a invité à établir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 en me fondant sur une estimation préliminaire de 5 393 millions de dollars.

Je peux donner l'assurance aux États Membres que mes collaborateurs et moi-même demeurons déterminés à faire en sorte que le Secrétariat s'acquitte de ses tâches avec toujours plus d'efficacité et d'économie. La charge de travail demandée à l'Organisation des Nations Unies ne cesse d'augmenter à mesure que les États Membres nous confient de nouveaux mandats ou élargissent ceux existant. Cela fait maintenant plusieurs années que l'on attend de l'Organisation qu'elle accomplisse davantage en dépensant moins, ce à quoi nous sommes parvenus. Des mesures ont été prises pour exécuter les mandats nouveaux ou élargis et réduire au maximum les incidences des coupes budgétaires. Il ne serait cependant pas réaliste d'imaginer que les importantes restrictions budgétaires seraient sans conséquence pour l'exercice 2014-2015. J'ai amélioré la présentation du budget en y ajoutant des précisions sur la façon dont les réductions de crédit se répartissent et, le cas échéant, les conséquences qu'elles vont entraîner.

Des crédits ont été prévus pour la poursuite de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré, parallèlement à l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public. Des ressources sont également prévues pour l'exécution des mandats nouveaux et élargis approuvés par l'Assemblée générale à la partie principale de sa soixante-septième session, ainsi que pour l'application des décisions énoncées dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le renforcement du programme pour l'environnement dans le contexte du développement durable, le financement du Bureau de mon Représentant spécial chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants et la tenue de diverses conférences spéciales.

En application de la résolution 66/223 de l'Assemblée générale, des crédits ont été prévus pour créer un nouveau Mécanisme des Nations Unies pour la promotion des partenariats afin de renforcer la capacité de l'Organisation de mobiliser les ressources des pouvoirs publics, des entreprises, des institutions financières, des organisations philanthropiques, de la société civile et des établissements universitaires et scientifiques dans des domaines et pour des problématiques très variés.

J'ai pris en compte les observations des États Membres sur la planification des ressources internes et élaboré ce projet de budget en consultation avec les directeurs de programme afin de déterminer les moyens de définir au mieux les gains d'efficacité à réaliser et de mener à bien nos mandats dans le contexte de la réduction générale des ressources. Des efforts ont été faits pour regrouper systématiquement les principaux changements opérés afin de mettre en avant le large éventail de solutions proposées aussi bien pour parvenir aux gains d'efficacité prévus dans l'esquisse budgétaire que pour appliquer les réductions découlant de la résolution 67/248.

Ces propositions sont le fruit d'un travail rigoureux d'évaluation des besoins de l'Organisation pour les deux prochaines années, mais notre tâche ne s'arrête par là. Nous allons

continuer d'examiner les moyens d'améliorer nos méthodes de travail et déterminer les mesures qui doivent être prises pour renforcer et adapter l'Organisation et lui donner les moyens de mieux s'acquitter de ses mandats à l'avenir.

Ce projet de budget est présenté à un moment où de nombreux États Membres, si ce n'est la plupart, continuent d'appliquer des mesures d'austérité. Ces contraintes budgétaires ont créé de nouvelles réalités et se répercutent sur les différentes sources de financement de nos activités, ajoutant complexité, incertitude et risques accrus aux efforts que nous déployons pour exécuter nos mandats et nous acquitter de nos responsabilités financières. C'est pourquoi il faut adapter le système de gestion financière de l'Organisation pour améliorer l'efficacité de la supervision, du contrôle, de la gestion des risques et du système de responsabilité. Pour ce faire, j'ai l'intention de présenter les propositions concernant la gouvernance de la gestion financière à l'Assemblée générale lors de la partie principale de la soixante-huitième session, pour approbation.

Le projet de budget-programme donne aux États Membres une assise solide sur laquelle ils pourront prendre appui pour délibérer et décider de ce que seront les buts, le plan d'action et le rôle de l'Organisation des Nations Unies pendant l'exercice biennal 2014-2015. Je le recommande à l'attention de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général
(*Signé*) **BAN** Ki-moon

Introduction

A. Priorités du projet de budget-programme

1. Le présent projet de budget-programme a été établi sur la base du plan-programme biennal approuvé pour la période 2014-2015, conformément aux résolutions 67/236 et 67/248 de l'Assemblée générale. Les propositions qui y figurent tiennent compte des domaines d'action prioritaires, énoncés au paragraphe 12 de la résolution 67/248, qui sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Titres du budget par priorité

	Titre	*Variation*		*Variation du nombre de postes*
		Milliers de dollars É.-U.	*Pourcentage*	
Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions des récentes conférences des Nations Unies	IV, Coopération internationale pour le développement[a] V, Coopération régionale pour le développement XIII, Compte pour le développement	3 475,2	0,34	(14)
Maintien de la paix et de la sécurité internationales	II, Affaires politiques[b]	(136 760,8)	(9,45)	(31)
Développement de l'Afrique	IV, Coopération internationale pour le développement	(127,9)	(0,96)	–
Promotion des droits de l'homme	VI, Droits de l'homme et affaires humanitaires	(8 381,2)	(4,79)	(11)
Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire	VI, Droits de l'homme et affaires humanitaires[c]	(2 602,5)	(1,51)	(7)
Promotion de la justice et du droit international	III, Justice internationale et droit international	1 610,1	1,67	(2)
Désarmement	II, Affaires politiques	(442,0)	(1,84)	(2)
Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations	IV, Coopération internationale pour le développement	887,3	2,14	(5)

[a] À l'exception du chapitre 11 et du chapitre 16, qui relèvent des domaines d'action prioritaires « Développement de l'Afrique » et « Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations », respectivement.

[b] À l'exception du chapitre 4, qui relève du domaine d'action prioritaire « Désarmement ».

[c] À l'exception du chapitre 24, qui relève du domaine d'action prioritaire « Promotion des droits de l'homme ».

B. Méthode

2. La méthode employée pour calculer les montants à inscrire au projet de budget-programme s'appuie sur les principes énoncés dans la résolution 47/212 de l'Assemblée générale, le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation et le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Suivant cette méthode, les prévisions sont établies à partir des montants révisés des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours, qui ont servi de référence pour le calcul des variations.

3. On s'est également appuyé sur les résolutions 58/269, 66/246, 67/246 et 67/248 et la décision 67/551 de l'Assemblée générale :

   a) Dans la résolution 58/269, l'Assemblée a décidé de remplacer le plan à moyen terme sur quatre ans par un cadre stratégique et que l'esquisse budgétaire et le cadre stratégique seraient les deux éléments à partir desquels le projet de budget-programme serait établi;

   b) Dans la résolution 66/246, l'Assemblée a décidé de renvoyer au stade de l'examen du premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013 la question de l'actualisation des coûts liés aux postes en fonction des projections relatives à l'inflation et aux taux de change, afin que les crédits ouverts au titre des postes reposent sur les dépenses constatées;

   c) À la section X de la résolution 67/246, l'Assemblé a décidé de repousser de nouveau l'examen des projections relatives à l'inflation et aux taux de change pour 2013 et des ajustements apportés aux coûts standard pour l'exercice biennal 2012-2013, jusqu'au moment où elle se penchera sur le deuxième rapport sur l'exécution du budget afin que les crédits ouverts au titre des postes reposent sur les dépenses effectives. Le montant révisé des crédits ouverts ne tient donc pas compte de l'actualisation différée du coût des postes;

   d) Dans la décision 67/551, l'Assemblée a décidé de maintenir l'actuel coefficient d'ajustement applicable à New York jusqu'au 31 janvier 2013, étant entendu que le fonctionnement normal du système d'ajustement reprendrait le 1er février. On trouvera des informations concernant le coefficient d'ajustement et l'ajustement au coût de la vie dans le tableau 8 de l'annexe;

   e) Dans la résolution 67/248, l'Assemblée a invité le Secrétaire général à établir son projet de budget-programme aux taux révisés de 2012-2013. Les paramètres utilisés pour calculer les variations sont donc le montant révisé des crédits ouverts, l'actualisation différée et les modifications apportées au coefficient d'ajustement applicable à New York en application de la décision 67/551, afin de permettre une comparaison pertinente des ressources.

4. Le projet de budget-programme sera actualisé conformément à la méthode établie. La partie F du présent document renferme des renseignements détaillés sur l'actualisation des coûts.

C. Présentation

Cadre logique

5. Les textes explicatifs des fascicules du budget-programme renvoient à la vue d'ensemble et aux éléments du cadre logique, à savoir les objectifs de l'Organisation, les réalisations escomptées du Secrétariat et les indicateurs de succès, approuvés par l'Assemblée dans la résolution 67/236 et repris dans le document intitulé « Plan-programme biennal et priorités pour la période 2014-2015 » (A/67/6/Rev.1).

6. Les mandats nouveaux ou modifiés, approuvés par l'Assemblée générale après l'adoption du plan-programme biennal, seront soumis pour examen au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-troisième session. Ils concernent les chapitres 4 (Désarmement), 12 (Commerce et développement), 14 (Environnement), 15 (Établissements humains), 18 (Développement économique et social en Afrique) et 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique).

7. Les renseignements ci-après concernant les programmes sont présentés, comme auparavant, dans chaque chapitre du budget :

- Objectifs de l'Organisation
- Réalisations escomptées du Secrétariat
- Indicateurs de succès

  Mesure des résultats (références et objectifs) :

  2010-2011

  Estimation 2012-2013

  Objectif 2014-2015
- Facteurs externes
- Produits

Renseignements financiers

8. On a amélioré la présentation des renseignements financiers en y ajoutant une ventilation détaillée des variations proposées par rapport à l'exercice biennal en cours. On trouvera dans le présent projet de budget-programme :

- Les dépenses effectives de l'exercice 2010-2011;
- Le montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2012-2013 (tenant compte de l'actualisation différée et des modifications apportées au coefficient d'ajustement applicable à New York);
- Les variations dans l'affectation des ressources, réparties en quatre catégories :
  - Ajustements techniques (effet-report et élimination de dépenses non renouvelables);
  - Nouveaux mandats et transferts entre les composantes;
  - Variations découlant de la résolution 67/248 de l'Assemblée générale;
  - Variations proposées dans le rapport sur l'esquisse budgétaire;
- Le montant total des ressources nécessaires pour 2014-2015, avant actualisation des coûts;
- Les coûts actualisés aux taux préliminaires de 2014-2015;
- Le montant estimatif global pour 2014-2015.

9. On y trouvera également le montant estimatif des ressources provenant des quotes-parts hors budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires.

D. Vue d'ensemble des ressources

10. L'enveloppe budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2014-2015 s'élève à 5 404,4 millions de dollars avant actualisation des coûts, soit un montant légèrement supérieur à celui prévu dans

l'esquisse budgétaire approuvée (5 392,7 millions de dollars), et une diminution de 2,9 % par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2012-2013 (5 563,6 millions de dollars). L'augmentation de 11,7 millions de dollars (0,2 %) par rapport au montant prévu dans l'esquisse budgétaire approuvée s'explique essentiellement par des dépenses qui n'étaient pas prévues au moment où l'esquisse budgétaire a été établie et sont afférentes à la mise en place du Mécanisme des Nations Unies pour la promotion des partenariats, au renforcement de la Cour internationale de Justice conformément à l'article 2.14 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, à l'accroissement du nombre de participants au programme d'assurance maladie après la cessation de service et à la tendance à la hausse des primes d'assurance maladie.

11. Les recettes prévues pour l'exercice biennal 2014-2015 sont estimées à 524,8 millions de dollars, contre 537,1 millions de dollars pour 2012-2013, soit une diminution de 12,3 millions de dollars.

12. Un montant de 1 milliard 81 millions de dollars a également été inscrit au chapitre 3 du budget pour le financement des missions politiques spéciales. Comme il est d'usage, les demandes de ressources supplémentaires éventuellement nécessaires seront présentées conformément à la procédure arrêtée par l'Assemblée dans sa résolution 41/213.

13. Outre les propositions formulées dans le projet de budget-programme, l'Assemblée générale examinera plusieurs questions qui évoluent, à savoir les rapports concernant le plan stratégique patrimonial, l'assurance maladie après la cessation de service, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le renforcement de la gestion financière et les questions dont les grandes commissions de l'Assemblée débattront pendant la soixante-huitième session. Le cas échéant, ces questions seront soumises à l'Assemblée dans des rapports distincts.

14. Le tableau ci-après indique la répartition, par titre du budget, des ressources prévues pour l'exercice 2014-2015 et, à des fins de comparaison, celle du montant révisé des crédits ouverts pour 2012-2013.

Répartition des ressources par titre du budget

			Variation						
		2012-2013 (taux révisés)	*Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)*	*Nouveaux mandats et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*	*Total*	*Pourcentage*	*2014-2015 (montant prévu, avant actualisation des coûts)*
I.	Politique, direction et coordination d'ensemble	778 747,7	(8 248,3)	27 768,7	(1 380,4)	(17 851,7)	288,3	–	779 036,0
II.	Affaires politiques	1 471 909,8	(97 768,2)	421,4	(39 410,8)	(445,2)	(137 202,8)	(9,3)	1 334 707,0
III.	Justice internationale et droit international	96 467,8	317,8	2 738,0	(1 343,0)	(102,7)	1 610,1	1,7	98 077,9
IV.	Coopération internationale pour le développement	467 372,8	(2 107,7)	41 189,0	(13 298,2)	(1 954,2)	23 828,9	5,1	491 201,7
V.	Coopération régionale pour le développement	578 871,1	(2 955,9)	2 973,7	(13 335,7)	(5 432,0)	(18 749,9)	(3,2)	560 121,2
VI.	Droits de l'homme et affaires humanitaires	347 873,6	(3 367,1)	2 744,6	(9 473,1)	(888,1)	(10 983,7)	(3,2)	336 889,9
VII.	Information	189 844,5	1 327,4	365,0	–	(5 519,7)	(3 827,3)	(2,0)	186 017,2
VIII.	Services communs d'appui	626 885,9	(3 454,3)	37 108,3	–	(21 216,2)	12 437,8	2,0	639 323,7

			Variation						
		2012-2013 (taux révisés)	*Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)*	*Nouveaux mandats et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*	*Total*	*Pourcentage*	*2014-2015 (montant prévu, avant actualisation des coûts)*
IX.	Contrôle interne	40 720,2	863,6	–	(1 119,3)	(134,3)	(390,0)	(1,0)	40 330,2
X.	Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	131 970,6	–	11 063,3	–	–	11 063,3	8,4	143 033,9
XI.	Dépenses d'équipement	65 051,6	(5 237,4)	–	–	(3 008,4)	(8 245,8)	(12,7)	56 805,8
XII.	Sûreté et sécurité	240 180,8	517,6	70,0	(6 730,2)	(366,6)	(6 509,2)	(2,7)	233 671,6
XIII.	Compte pour le développement	29 243,2	–	–	(844,4)	–	(844,4)	(2,9)	28 398,8
XIV.	Contributions du personnel	498 486,0	(5 674,0)	4 122,6	(12 887,8)	(7 223,3)	(21 662,5)	(4,3)	476 823,5
Total		**5 563 625,6**	**(125 786,5)**	**130 564,6**	**(99 822,9)**	**(64 142,4)**	**(159 187,2)**	**(2,9)**	**5 404 438,4**

Ajustements techniques

15. Les ressources nécessaires tiennent compte de l'effet-report de la création de 127 postes au cours de l'exercice biennal 2012-2013 et de l'élimination des dépenses non renouvelables de cet exercice. L'ajustement apporté au titre des 127 nouveaux postes approuvés en 2012-2013, conformément aux résolutions 66/246, 66/247 et 67/246 de l'Assemblée générale, s'élève à 17,8 millions de dollars. Ces postes ont été inscrits au budget en appliquant un taux de vacance de 50 % pour les administrateurs et de 35 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées en 2012-2013. La répartition, par chapitre du budget, du montant prévu au titre de l'effet-report de la création des postes pour l'exercice biennal 2014-2015 est indiquée dans le tableau 9 de l'annexe au présent document.

16. Les dépenses non renouvelables approuvées pour l'exercice 2012-2013, qui se chiffrent à 143,6 millions de dollars, sont constituées essentiellement des éléments suivants : a) des dépenses non renouvelables au titre des services de conférence approuvées dans divers états des incidences financières sur le budget-programme concernant le chapitre 2 (5,4 millions de dollars); b) les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la deuxième phase du système normalisé de contrôle des accès (PACT II) à Genève, Vienne et Bangkok (5,2 millions de dollars); c) les dépenses liées à l'application des décisions du Conseil des droits de l'homme (5,0 millions de dollars); d) les ressources demandées dans divers rapports et décisions de l'Assemblée, notamment les décisions figurant dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et celles qui concernent l'administration de la justice (31,0 millions de dollars); et e) une diminution de 96,8 millions de dollars au titre des missions politiques spéciales, qui tient essentiellement aux réductions opérées au cours de l'exercice 2012-2013. Il convient de noter que, si les ressources approuvées au titre des 29 missions en activité se chiffraient à 583,0 millions de dollars en 2012, elles ne s'élevaient qu'à 500,0 millions de dollars en 2013, soit une baisse de 83,0 millions de dollars. Les prévisions pour l'exercice 2014-2015 sont calculées exclusivement sur la base du crédit ouvert en 2013.

Nouveaux mandats et transferts entre les composantes

17. Le projet prévoit des ressources destinées à financer les mandats nouveaux et élargis qui ont été présentés et approuvés par l'Assemblée générale dans la partie principale de sa soixante-septième

session, ainsi que des objets de dépense qui n'étaient pas prévus au moment de l'établissement de l'esquisse budgétaire. L'augmentation, qui se chiffre à 130,5 millions de dollars, s'explique essentiellement par : a) la poursuite de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré (35,6 millions de dollars); b) le renforcement du programme relatif à l'environnement dans le contexte du développement durable (31,1 millions de dollars); c) les dépenses au titre des services de conférence approuvées dans divers états des incidences financières sur le budget-programme (19,4 millions de dollars); d) le nombre accru de participants au programme d'assurance maladie après la cessation de service et la tendance à la hausse des primes d'assurance maladie (11,5 millions de dollars); et e) les ressources demandées dans divers rapports et décisions de l'Assemblée, notamment les décisions formulées dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (résolution 66/288) et celles qui concernent le financement du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants et l'organisation de diverses conférences spéciales (32,9 millions de dollars).

18. Conformément à la résolution 66/223 de l'Assemblée générale, des ressources ont été prévues pour la mise en place du Mécanisme des Nations Unies pour la promotion des partenariats, qui dotera l'Organisation des moyens de mieux mobiliser des ressources auprès des pouvoirs publics, des milieux de l'entreprise et de la finance, d'organisations philanthropiques, de la société civile et d'établissements universitaires et scientifiques, dans des domaines et pour des problématiques très variés.

19. Les transferts entre les composantes sont des transferts effectués entre plusieurs composantes relevant d'un même chapitre du budget et n'ayant pas d'incidence sur les coûts. Par ailleurs, les demandes de crédits étant présentées par composante, il a été nécessaire d'indiquer séparément les transferts sans incidence sur les coûts effectués entre différents chapitres du budget.

Variations découlant de la résolution 67/248 de l'Assemblée générale

20. Dans son esquisse budgétaire, le Secrétaire général a proposé un budget de 5 milliards 493 millions de dollars pour l'exercice 2014-2015. Dans sa résolution 67/248, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à établir son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 en se fondant sur une estimation préliminaire de 5 milliards 393 millions de dollars aux taux révisés de 2012-2013.

21. Le Secrétaire général a indiqué précédemment que cette réduction des crédits ne serait pas sans conséquences. Les objectifs du Secrétariat, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès figurant dans le plan-programme biennal demeurent inchangés. La variation découlant de la résolution 67/248 n'a pas entraîné l'élimination complète de tel ou tel produit. Chaque chapitre du budget comprend toutefois une description détaillée des incidences financières des réductions et une analyse de l'impact de ces réductions sur les produits et les objectifs de résultats, le cas échéant. L'éventuel impact sur l'exécution des mandats en ce qui concerne le respect des échéances et la diversité des activités prescrites y est également présenté.

22. Chaque chapitre du budget comprend un tableau donnant un aperçu des variations découlant de la résolution 67/248. Chacun de ces tableaux comprend les quatre éléments suivants :

a) *Réduction nette : moyens nécessaires.* Cette colonne indique, pour chaque composante, l'éventuelle modification des moyens demandés;

b) *Description.* Cette colonne décrit l'impact de la réduction proposée. C'est là qu'on indiquera, par exemple, tout impact sur la rapidité de l'exécution des produits ou sur la qualité des rapports;

c) *Réduction : produits.* La troisième colonne indique le changement du volume des produits à exécuter lorsque celui-ci, du fait des réductions, est inférieur à celui de l'exercice 2012-2013;

d) *Réduction : objectifs de résultats*. La quatrième colonne présente les modifications des objectifs de résultats lorsque ceux-ci, du fait des réductions, sont inférieurs à ceux de l'exercice 2012-2013.

23. Au total, 73 variations ont été relevées. Dans 33 des 43 chapitres (76,7 %), les réductions sont opérées sans incidence sur le volume des produits et les objectifs de résultats. Dans les autres chapitres, le volume estimatif des produits fait l'objet d'un ajustement d'environ 0,2 %; dans 3 % des cas, la mesure des résultats indique que les objectifs de résultats ont été revus à la baisse.

24. Les 73 variations sont présentées dans les chapitres correspondants du budget, et le tableau 5 de l'annexe au présent rapport indique les variations de manière détaillée, par chapitre du budget, en les classant par type. Les types de variations sont les suivants :

a) *Appui administratif.* Huit variations ont été recensées. Il s'agit essentiellement de la suppression de postes relevant de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées, qui contraint parfois les administrateurs à s'acquitter de tâches administratives en plus de leurs fonctions habituelles, ou de la diminution des effectifs du personnel d'appui offrant des services de secrétariat. Par exemple, dans le chapitre 16, il est indiqué au tableau 16.7 (rubrique 2) que la suppression de deux postes d'assistant (programmes) [agent des services généraux (Autres classes)] et d'un poste d'assistant de recherche [agent des services généraux (Autres classes)] ferait que les documents ne seraient plus publiés que sous forme numérique, la gestion et la production des documents incombant essentiellement aux agents des services généraux;

b) *Changement des modalités de financement.* Dix variations ont été recensées. Des réductions seraient possibles en finançant des postes et d'autres objets de dépense au moyen de ressources extrabudgétaires. Par exemple, dans le chapitre 18, il ressort du tableau 18A.6 (rubrique 1) que le financement de deux postes P-3 d'économiste et d'un poste d'agent local (assistant de secrétariat) au moyen de ressources extrabudgétaires serait sans incidence sur le volume des produits et les objectifs de résultats;

c) *Redistribution de la charge de travail.* Treize variations ont été recensées. On réduirait l'impact des réductions en redistribuant la charge de travail à d'autres membres du personnel administratif ou administrateurs, mais cela nuirait toutefois à la qualité ou à la rapidité de diffusion de l'information. Par exemple, dans le chapitre 1, il ressort du tableau 1.7 (rubrique 7) que la suppression d'un poste d'assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)] entraînerait une baisse du nombre d'avis consultatifs fournis par le Bureau de la déontologie et une augmentation du délai moyen de réponse aux demandes;

d) *Réorganisation et restructuration*. On a recensé cinq variations, qui réduiraient l'impact sur les produits et les objectifs de résultats. Dans certains cas, les réductions à cette rubrique sont partiellement contrebalancées par une augmentation des crédits nécessaires au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) ou par le fait qu'elles entraînent la création de postes. Par exemple, dans le chapitre 30, il ressort du tableau 30.6 que les mesures de réorganisation et de restructuration atténueraient l'impact sur l'exécution des mandats, et que la réduction serait partiellement contrebalancée par la création, à titre non renouvelable, d'emplois de temporaire (autre que pour les réunions) qui permettront d'assurer la continuité des fonctions attachées à un poste en 2014;

e) *Activités de représentation.* Sept variations ont été recensées. La réduction des ressources permettant de couvrir les dépenses de représentation limiterait la capacité des hauts

fonctionnaires de s'acquitter de leurs fonctions de représentation. Par exemple, dans le chapitre 1, il est indiqué au tableau 1.7 (rubrique 5) que la réduction aurait une incidence sur le nombre de missions effectuées par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et limiterait la participation politique;

f) *Étendue des activités*. Dix-sept variations ont été recensées. Les réductions opérées auraient pour effet de limiter le nombre d'activités menées. Il s'agirait dans certains cas de procéder à une réaffectation de ressources et, dans d'autres, de réduire la disponibilité des services consultatifs. Par exemple, dans le chapitre 22, il est indiqué dans le tableau 22.6 (rubrique 2) que la réduction proposée aurait une incidence sur le nombre de groupes d'experts, et que la durée de la réunion d'une commission donnée serait ramenée de trois à deux jours;

g) *Autres*. Treize variations n'ont pas été classées, car elles ont trait à des éléments de plusieurs des groupes susvisés.

Variations découlant des propositions faites par le Secrétaire général dans l'esquisse de projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, telles qu'approuvées par la résolution 67/248 de l'Assemblée générale

25. Dans l'esquisse budgétaire (A/67/529 et Corr.1), le Secrétaire général a indiqué que l'Organisation s'employait à accroître la rentabilité et l'efficacité de la fourniture des services liés à l'appui au programme, à la gestion des conférences, à l'information et aux priorités révisées de l'exécution des projets d'infrastructure, tout en assurant l'application effective des activités prescrites par les organes délibérants.

26. Chacun des chapitres du budget comprend un tableau donnant un aperçu des variations découlant du rapport du Secrétaire général. Ces tableaux comprennent quatre éléments :

a) *Réduction nette : moyens nécessaires*. Cette colonne indique, pour chaque composante, la modification des moyens demandés;

b) *Description.* Cette colonne présente les mesures prises pour améliorer la rentabilité et l'efficacité;

c) *Réduction : produits.* La troisième colonne est laissée vide car les réductions opérées n'ont pas d'incidence sur le volume des produits;

d) *Réduction : objectifs de résultats*. La quatrième colonne est laissée vide car les réductions opérées n'ont pas d'incidence sur les objectifs de résultats.

27. Au total, les initiatives susvisées donnent lieu à 45 variations. Celles-ci sont présentées dans les chapitres correspondants du budget, et le tableau 6 de l'annexe au présent document indique les variations de manière détaillée, par chapitre, en les classant par type. Les types de variations sont les suivants :

a) *Renforcement des mécanismes de contrôle*. Deux variations ont été recensées, qui permettent d'améliorer le suivi des dépenses et la communication de l'information en la matière. Par exemple, dans le chapitre 29G, il est indiqué au tableau 29G.7 (rubrique 2) que l'amélioration de la tenue des inventaires permettrait de mobiliser, le cas échéant, les ressources extrabudgétaires appropriées et de diminuer ainsi les coûts de gestion des postes de travail;

b) *Informatique et communications*. Huit variations ont été recensées. On réaliserait des gains d'efficacité en exploitant plus efficacement les technologies modernes, par exemple en recourant plus largement à la visioconférence, en centralisant les systèmes d'information ou en faisant moins appel aux accords de prestation de services. Par exemple, dans le chapitre 3, il est indiqué au tableau 3.8 que des factures téléphoniques plus détaillées, la baisse du coût

unitaire de remplacement du matériel informatique, selon le barème des coûts standard du Bureau de l'informatique et des communications, et le recours à un unique fournisseur de services d'information moins onéreux ont donné lieu à des gains d'efficacité;

c) *Redistribution de la charge de travail*. Six variations ont été recensées. Il serait possible de réaliser des gains d'efficacité en améliorant la répartition des tâches d'une entité à l'autre. Les tâches assignées à un spécialiste peuvent être confiées à d'autres collègues, avec un recours accru au personnel temporaire (autre que pour les réunions) en période de pointe. Par exemple, dans le chapitre 1, il est indiqué au tableau 1.8 que les fonctionnaires en place prendraient en charge les besoins ponctuels du Cabinet du Secrétaire général grâce à la rationalisation et à des changements apportés à la répartition des responsabilités;

d) *Réaménagement et automatisation des processus*. Quinze variations ont été recensées. Le regroupement des ressources, la simplification des flux de travail, l'élimination de tâches et l'amélioration de la productivité grâce à l'automatisation d'activités manuelles permettraient de faire des économies d'échelle. Par exemple, dans le chapitre 29D, il est indiqué au tableau 29D.6 (rubrique 1) qu'on réduirait le coût de l'infrastructure informatique et les dépenses d'appui en harmonisant l'environnement informatique, actuellement fragmenté, en abandonnant les systèmes dépassés et en revoyant les flux de travail;

e) *Réorganisation et restructuration*. Sept variations ont été recensées. On peut réaliser des gains d'efficacité en réorganisant et restructurant les bureaux de manière à améliorer l'exécution des mandats. Il s'agit dans certains cas de mieux harmoniser la structure organisationnelle des bureaux d'une région à l'autre, ce qui permet de supprimer des postes. Par exemple, dans le chapitre 28, il est indiqué au tableau 28.6 (rubrique 3) qu'à l'issue de l'examen structurel de la Division de la sensibilisation du public, il a été proposé de fusionner le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales et le Groupe de la sensibilisation et des projets spéciaux, ce qui permettrait de supprimer un poste;

f) *Autres*. Sept variations n'ont pas été classées dans une catégorie particulière car elles ont trait à des éléments de plusieurs des groupes susvisés.

Évolution des variations

28. Les ressources demandées, dont le montant s'élève à 5 404,4 millions de dollars avant actualisation des coûts, font apparaître une diminution de 0,2 %, soit 9,8 millions de dollars, par rapport aux dépenses de l'exercice biennal 2010-2011. Elles représentent également une réduction de 2,9 % par rapport au montant demandé pour l'exercice biennal en cours, qui s'établit à 5 563,6 millions de dollars. Après une actualisation préliminaire, les ressources demandées se chiffrent à 5 562,5 millions de dollars, soit une diminution de 1,1 million de dollars (0,02 %) par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2012-2013.

Ressources nécessaires par rapport aux exercices biennaux précédents

(En millions de dollars des États-Unis)

Dépenses de l'exercice 2010-2011	5 414,2
Montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2012-2013	5 563,6
Esquisse budgétaire pour l'exercice 2014-2015	5 392,7
Ressources demandées pour l'exercice 2014-2015 (avant actualisation des coûts)	5 404,4
Ressources demandées pour l'exercice 2014-2015 (après actualisation préliminaire aux taux de 2014-2015)	5 562,5

E. Tableau d'effectifs proposé

29. Pour l'exercice biennal 2014-2015, un effectif total de 10 076 postes est proposé au titre des chapitres des dépenses, ce qui représente une baisse de 261 postes par rapport à 2012-2013, et de 227 postes par rapport à 2010-2011. Les tableaux et le graphique ci-après illustrent la variation nette du nombre de postes par classe, source et catégorie pour l'exercice biennal 2014-2015, comparé à 2012-2013.

30. Le tableau d'effectifs a été étudié de près afin que les postes demandés correspondent au mieux aux fonctions nécessaires pour exécuter les mandats. En conséquence, des ajustements ont été faits dans les catégories et les classes pour répondre aux besoins des différents programmes. Par ailleurs, les changements proposés correspondent aux mesures prises dans le cadre de chacun des programmes pour limiter les chevauchements d'activités, simplifier les fonctions et les attributions afin de faire davantage jouer leurs complémentarités dans les différentes tâches, et rentabiliser les investissements informatiques, notamment, si possible, par la redistribution des tâches au sein du tableau d'effectifs. L'examen du tableau d'effectifs a aussi permis de déterminer les incidences des ajustements sur les produits et la mesure des résultats, et s'est soldé par une diminution nette de 376 postes.

31. En raison des suppressions de postes proposées, il faudra recourir dans certains cas à du personnel temporaire (autre que pour les réunions), soit à titre ponctuel, pour assurer la continuité des fonctions du titulaire d'un poste supprimé pour une durée limitée, soit à titre régulier, pour répondre aux besoins opérationnels en période de pointe.

32. Le tableau d'effectifs pourvoit également aux besoins suscités par les mandats nouveaux ou élargis que l'Assemblée générale a approuvés à la partie principale de sa soixante-septième session, et qui concernent essentiellement le renforcement du programme pour l'environnement dans l'optique du développement durable, prévu par la résolution 67/213, le financement du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, la création du Mécanisme pour la promotion des partenariats et le développement des moyens du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, prévu par la résolution 67/220. Ces nouveaux besoins se traduisent par une augmentation nette de 115 postes, dont 3 postes de direction : 1 de secrétaire général adjoint, qui serait affecté au Mécanisme pour la promotion des partenariats et 2 de sous-secrétaire général auparavant financés au moyen des ressources extrabudgétaires, qui seraient désormais imputés sur le budget ordinaire et affectés au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants et au renforcement du programme pour l'environnement.

Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et type de modification

Titre		*Effectif approuvé 2012-2013*	*Modifications proposées*					*Effectif proposé 2014-2015*
			Créations	*Suppressions*	*Transformations*	*Total*	*Pourcentage*	
I.	Politique, direction et coordination d'ensemble	2 058	4	(106)	10	(92)	(4,5)	1 966
II.	Affaires politiques	862	2	(35)	–	(33)	(3,8)	829
III.	Justice internationale et droit international	267	3	(5)	–	(2)	(0,7)	265
IV.	Coopération internationale pour le développement	1 259	37	(40)	60	57	4,5	1 316

Titre		Effectif approuvé 2012-2013	Modifications proposées					Effectif proposé 2014-2015
			Créations	Suppressions	Transformations	Total	Pourcentage	
V.	Coopération régionale pour le développement	1 960	3	(80)	1	(76)	(3,9)	1 884
VI.	Droits de l'homme et affaires humanitaires	580	1	(19)	–	(18)	(3,1)	562
VII.	Information	732	–	(14)	12	(2)	(0,3)	730
VIII.	Services communs d'appui	1 425	2	(61)	–	(59)	(4,1)	1 366
IX.	Contrôle interne	122	–	(4)	–	(4)	(3,3)	118
XII.	Sûreté et sécurité	1 072	–	(32)	–	(32)	(3,0)	1 040
Total		**10 337**	**52**	**(396)**	**83**	**(261)**	**(2,5)**	**10 076**

Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et classe des postes modifiés

Titre		Effectif approuvé 2012-2013	Modifications proposées										Effectif proposé 2014-2015
			SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	G[a]	Total	
I.	Politique, direction et coordination d'ensemble	2 058	1	1	2	(2)	(1)	12	13	(17)	(101)	(92)	1 966
II.	Affaires politiques	862	–	–	–	–	–	(2)	(2)	(4)	(25)	(33)	829
III.	Justice internationale et droit international	267	–	–	–	–	–	–	–	1	(3)	(2)	265
IV.	Coopération internationale pour le développement	1 259	–	1	–	10	20	36	8	(1)	(17)	57	1 316
V.	Coopération régionale pour le développement	1 960	–	–	4	(3)	(2)	(3)	(9)	(8)	(55)	(76)	1 884
VI.	Droits de l'homme et affaires humanitaires	580	–	–	–	–	(2)	(6)	(4)	–	(6)	(18)	562
VII.	Information	732	–	–	–	(2)	(1)	(2)	11	(1)	(7)	(2)	730
VIII.	Services communs d'appui	1 425	–	–	–	2	(3)	1	–	(4)	(55)	(59)	1 366
IX.	Contrôle interne	122	–	–	–	(2)	–	–	–	(1)	(1)	(4)	118
XII.	Sûreté et sécurité	1 072	–	–	–	–	(1)	(2)	(3)	–	(26)	(32)	1 040
Total		**10 337**	**1**	**2**	**6**	**3**	**10**	**34**	**14**	**(35)**	**(296)**	**(261)**	**10 076**

[a] Agents des services généraux et des catégories apparentées.

Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et cause de la modification

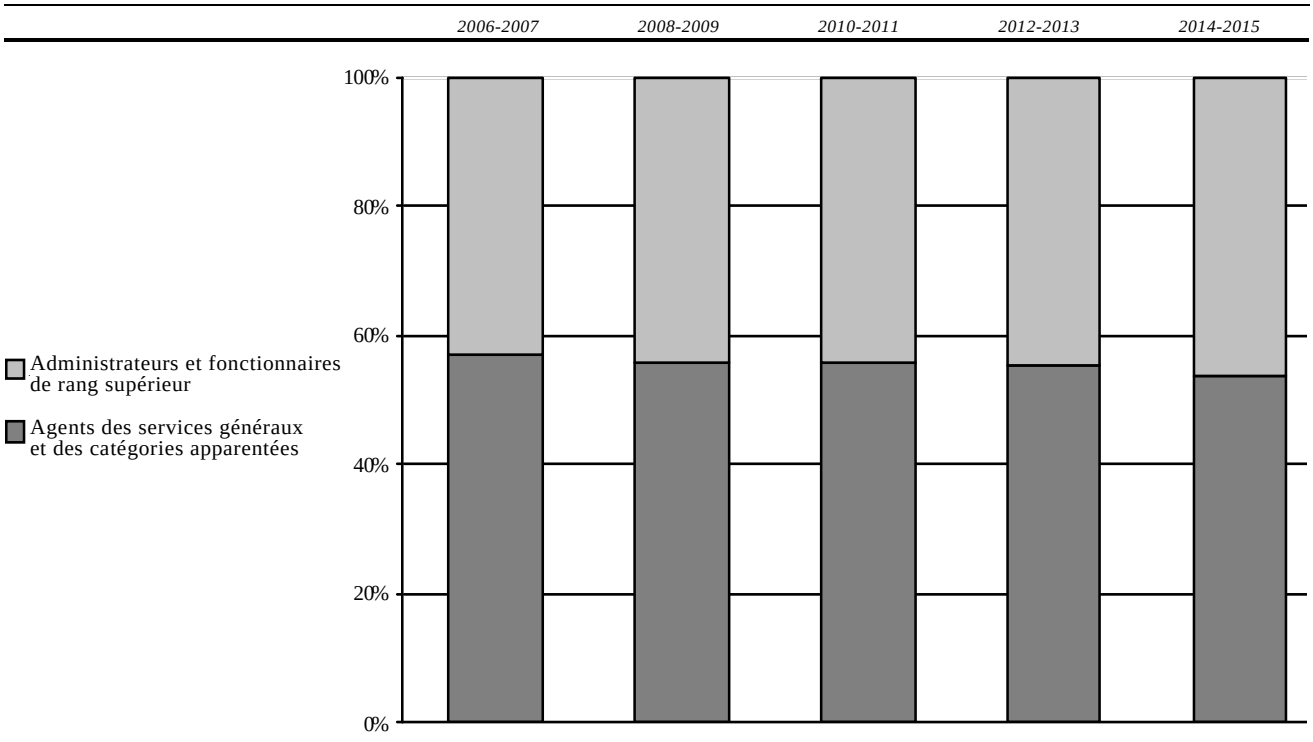
Titre		Effectif approuvé 2012-2013	Modifications proposées						Effectif proposé 2014-2015
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Résolution 67/248	Rapport sur l'esquisse budgétaire	Total	Pourcentage	
I.	Politique, direction et coordination d'ensemble	2 058	–	10	(4)	(98)	(92)	(4,5)	1 966
II.	Affaires politiques	862	–	1	(34)	–	(33)	(3,8)	829

Titre		Effectif approuvé 2012-2013	Modifications proposées						Effectif proposé 2014-2015
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Résolution 67/248	Rapport sur l'esquisse budgétaire	Total	Pourcentage	
III.	Justice internationale et droit international	267	–	3	(5)	–	(2)	(0,7)	265
IV.	Coopération internationale pour le développement	1 259	–	100	(40)	(3)	57	4,5	1 316
V.	Coopération régionale pour le développement	1 960	–	–	(57)	(19)	(76)	(3,9)	1 884
VI.	Droits de l'homme et affaires humanitaires	580	–	1	(19)	–	(18)	(3,1)	562
VII.	Information	732	–	–	–	(2)	(2)	(0,3)	730
VIII.	Services communs d'appui	1 425	–	–	–	(59)	(59)	(4,1)	1 366
IX.	Contrôle interne	122	–	–	(4)	–	(4)	(3,3)	118
XII.	Sûreté et sécurité	1 072	–	–	(31)	(1)	(32)	(3,0)	1 040
Total		**10 337**	**–**	**115**	**(194)**	**(182)**	**(261)**	**(2,5)**	**10 076**

33. Si l'on compare les quatre derniers exercices biennaux, le pourcentage de postes d'administrateur a augmenté, au détriment de celui des postes d'agent des services généraux et des catégories apparentées. L'augmentation du pourcentage de postes d'administrateur s'explique essentiellement par le renforcement du programme pour l'environnement dans l'optique du développement durable, prévu par la résolution 67/213. La diminution du pourcentage de postes d'agent des services généraux résulte avant tout de l'examen du tableau d'effectifs mentionné au paragraphe 30 du présent rapport. Comme dans les précédents projets de budget, le ratio entre les postes d'agent des services généraux et les postes d'administrateur montre une diminution progressive de la proportion des postes d'agent des services généraux par rapport au nombre total de postes approuvés, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

34. Le graphique ci-après donne un aperçu de la répartition des postes par catégorie sur les quatre derniers exercices biennaux.

Répartition des postes par catégorie sur les quatre derniers exercices biennaux



Catégorie	*Nombre*	*Pourcentage*	*Nombre*	*Pourcentage*	*Nombre*	*Pourcentage*	*Nombre*	*Pourcentage*	*Nombre*	*Pourcentage*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	4 154	43	4 463	44	4 559	44	4 631	45	4 666	46
Agents des services généraux et des catégories apparentées	5 522	57	5 622	56	5 744	56	5 706	55	5 410	54
Total	**9 676**		**10 085**		**10 303**		**10 337**		**10 076**	
Ratio entre les postes d'agent des services généraux et des catégories apparentées et ceux d'administrateur	1,33		1,26		1,26		1,23		1,16	

F. Actualisation des coûts

35. Conformément à la méthodologie en vigueur, les prévisions de dépenses pour 2014-2015, avant actualisation des coûts, sont établies à partir des prévisions aux taux révisés de 2012-2013 présentées dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013. Ces montants sont actualisés en fonction des taux d'inflation prévus pour 2014-2015, des coefficients d'ajustement, des taux d'ajustement au coût de la vie et des taux de change (voir annexe, tableau 7). Les taux de change appliqués pour 2014-2015 sont les mêmes que pour 2013, comme on le voit dans le premier rapport sur l'exécution du budget (A/67/592).

36. À la fin de l'exercice, et avant que l'Assemblée générale n'approuve, à sa soixante-huitième session, les crédits ouverts initialement, les prévisions de dépenses seront de nouveau actualisées en fonction des taux de change et d'inflation actualisés.

37. Les dépenses communes de personnel représentent dans le budget un pourcentage du traitement net pour chaque lieu d'affectation. Elles comprennent les différentes indemnités – indemnité pour charge de famille, prime de mobilité et de sujétion, indemnité pour frais d'études, congé dans les foyers, cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et au régime d'assurance maladie – et les dépenses liées au recrutement, à la mutation et à la cessation de service des fonctionnaires. Les taux appliqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 sont les mêmes que ceux du premier rapport sur l'exécution du budget pour 2012-2013. En 2010-2011, la plus grande part des dépenses communes de personnel était constituée des cotisations à la Caisse des pensions (46 %) et au régime d'assurance maladie (14 %) et des indemnités pour charge de famille et primes de mobilité et de sujétion (11 %).

38. S'agissant des taux de vacance de postes, rappelons que dans sa résolution 66/246, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les crédits ouverts au titre des postes reposent sur les dépenses constatées. Les prévisions de dépenses au titre des postes ont donc été établies dans le souci de mieux les faire correspondre aux dépenses effectivement engagées. Ainsi, il est proposé un taux unique de 8,3 % pour les postes d'administrateur et de 5,6 % pour les postes d'agent des services généraux, qui correspondent aux taux constatés dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2012-2013, au lieu des projections pour les postes nouveaux et reconduits. Ces taux de vacance seront mis à jour en fonction des taux constatés dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour 2014-2015. L'utilisation de ces taux de vacance constatés permet non seulement de mieux faire correspondre les coûts des postes aux dépenses effectivement engagées, mais aussi d'empêcher que les prévisions de dépenses du budget de l'exercice biennal suivant ne fluctuent en raison de l'effet report des postes créés, lequel est compensé par l'application, lors du calcul du coût de ces nouveaux postes, d'un taux de 50 % pour les postes d'administrateur et de 65 % pour les postes d'agent des services généraux.

39. Après application des ajustements susmentionnés, le montant global des prévisions de dépenses après actualisation des coûts s'élève à 158,0 millions de dollars.

G. Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires

Quotes-parts hors budget ordinaire

40. Le montant des quotes-parts hors budget ordinaire pour l'exercice biennal 2014-2015 est estimé à 647,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 16,1 millions de dollars (2,6 %) par rapport à 2012-2013. Cette augmentation concerne surtout le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et s'explique par la baisse du taux de vacance de postes appliqué et par l'augmentation des dépenses communes de personnel, comme l'indique le rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui pour l'exercice allant du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/67/756). La répartition des ressources prévues, par chapitre du budget, est indiquée dans le tableau 10 de l'annexe.

Contributions extrabudgétaires

41. Le montant des ressources extrabudgétaires pour l'exercice biennal 2014-2015 est estimé à 14,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 67,8 millions de dollars, soit 0,5 %, par rapport à 2012-2013. Cette augmentation s'explique surtout par le développement d'ONU-Femmes qui doit se poursuivre jusqu'à ce que son architecture régionale soit entièrement mise en place, mais elle est en partie compensée par une baisse des prévisions de dépenses au titre des réfugiés de Palestine et du programme pour l'environnement. La répartition des ressources prévues, par chapitre du budget, est indiquée dans le tableau 11 de l'annexe.

Produits

42. En tout, 971 produits de l'exercice 2012-2013 ne seront pas reconduits en 2014-2015. Ils sont décrits dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme, et un récapitulatif est présenté dans le tableau ci-dessous. Le nombre de produits non reconduits représente environ 2,8 % du nombre total de produits prévus en 2012-2013.

Récapitulatif des produits de l'exercice 2012-2013 non reconduits en 2014-2015

Chapitre	*Produits récurrents*	*Produits non récurrents*	*Total*
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	40		40
4. Désarmement	178	–	178
5. Opérations de maintien de la paix	22		22
6. Utilisations pacifiques de l'espace	3	–	3
8. Affaires juridiques	14	–	14
9. Affaires économiques et sociales	346	4	350
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	3	–	3
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	3	–	3
12. Commerce et développement	6	–	6
14. Environnement	7	–	7
15. Établissements humaines	13	–	13
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	33	–	33
17. ONU-Femmes	10	–	10
18. Développement économique et social en Afrique	27		27
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	27	–	27
20. Développement économique en Europe	51	–	51
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	10	–	10
22. Développement économique et social en Asie occidentale	45	1	46
24. Droits de l'homme	42		42
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	20	–	20
28. Information	57	–	57
29. Services de gestion et d'appui			
B. Bureau de la planification des programmes du budget et de la comptabilité	1	–	1
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	5	–	5
30. Contrôle interne	4	–	4
34. Sûreté et sécurité	–	–	–
Total	**966**	**5**	**971**

Suivi et évaluation

43. Dans sa résolution 58/269, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de désigner clairement dans tous les chapitres du projet de budget-programme les ressources nécessaires à l'exécution des activités de suivi et d'évaluation. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé un complément d'information sur les principales activités d'évaluation prévues par chaque département, ainsi que des informations sur les activités passées et les enseignements qui en ont été tirés (A/66/7, par. 52 à 54).

44. Le montant des ressources affectées aux activités de suivi et d'évaluation pour 2014-2015 est estimé à 51,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,7 millions de dollars par rapport à 2012-2013, comme l'indique le tableau ci-dessous. Ces ressources financeraient les auto-évaluations obligatoires et facultatives. Les évaluations externes peuvent être soit obligatoires, soit facultatives.

Suivi et évaluation : ressources nécessaires

	2012-2013		*2014-2015*	
	Montant[a]	*Pourcentage*	*Montant*[a]	*Pourcentage*
Budget ordinaire	25 128,1	56,7	29 304,7	57,5
Quotes-parts hors budget ordinaire	16 241,5	36,7	17 704,1	34,7
Ressources extrabudgétaires	2 922,5	6,6	3 971,7	7,8
Total	**44 292,1**	**100,0**	**50 980,5**	**100,0**

[a] En milliers de dollars des États-Unis.

45. Chaque fascicule du budget comprend un récapitulatif des ressources que chaque département prévoit pour ses activités de suivi et d'évaluation. Ces activités consistent en général à évaluer si le programme est en voie de parvenir aux résultats escomptés énoncés dans les cadres logiques approuvés pour 2014-2015; à évaluer la qualité des services fournis à l'aune de la satisfaction des clients; à déterminer si les ressources prévues sont suffisantes pour exécuter les nouvelles tâches prescrites; et à examiner les méthodes de travail, politiques et structures en vigueur afin de déterminer si elles sont rentables.

46. Ces évaluations ont permis aux directeurs de programmes de se rendre compte qu'il fallait s'intéresser davantage aux résultats que leurs programmes permettaient d'obtenir, ce qui impliquait de mieux concevoir ces programmes et de les évaluer régulièrement afin de suivre les progrès accomplis et de procéder éventuellement aux ajustements nécessaires. Les observations formulées par les pays bénéficiaires des programmes et le suivi des travaux entrepris ont permis de déterminer des points à améliorer. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, par exemple, devrait mieux prendre en compte, dans ses activités de renforcement des capacités et de coopération technique, les réalités économiques des pays et les perspectives offertes par l'intégration régionale, et fournir un appui qui soit davantage axé sur les demandes et les besoins des pays bénéficiaires en fonction du stade de leur développement. Pour ce qui est de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'évaluation a montré que l'harmonisation des fonctions au siège avait permis d'améliorer la cohérence des activités sur le terrain et de multiplier les contributions aux politiques, aux activités sectorielles et aux programmes, notamment par la création de programmes régionaux et thématiques.

47. Ces évaluations permettent ainsi de recenser régulièrement les points à améliorer, de rechercher des moyens de surmonter les difficultés d'ordre pratique et, parallèlement, de mettre au point des outils permettant d'améliorer l'exécution d'un point de vue fonctionnel et administratif, et d'échanger des suggestions à cette fin.

Autres éléments d'information

48. Le tableau 12 de l'annexe présente les ressources proposées pour le centre de conférences de Nairobi au titre de certains chapitres du budget, en application des résolutions 52/220, 57/292 et 58/270 de l'Assemblée générale.

49. Le tableau 13 présente les ressources proposées au titre de la formation pour l'exercice biennal 2014-2015.

50. Le tableau 14 décrit la répartition des ressources affectées aux technologies de l'information et des communications, suite à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7, par. 116).

51. Le tableau 15 recense les emplois de temporaire au 31 mars 2013, suite à la demande du Comité consultatif (A/65/611, par. 7).

52. Le tableau 16 présente les ressources demandées au titre de la continuité des opérations, suite à la demande du Comité consultatif (A/66/7, par. 131 et 134).

53. Le tableau 17 recense les chapitres du budget pour lesquels les organes compétents ont évalué les programmes de travail correspondants.

54. Le tableau 18 récapitule les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité consultatif sur des questions transversales.

Annexe

Tableaux

A. Récapitulatif des ressources financières et des postes nécessaires

Tableau 1 **Budget total et postes**

a) Budget total

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2012-2013 (montant révisé des ressources)	*2014-2015*	*Augmentation (diminution)*	
			Montant	*Pourcentage*
Budget ordinaire				
Dépenses	5 563 625,6	5 562 470,8	(1 154,8)	–
Recettes générales	34 321,2	31 662,5	(2 658,7)	(7,7)
Total partiel	**5 529 304,4**	**5 530 808,3**	**1 503,9**	**–**
Recettes provenant des contributions du personnel	502 795,2	493 184,5	(9 610,7)	(1,9)
Budget ordinaire : montant net	5 026 509,2	5 037 623,8	11 114,6	0,2
Quotes-parts hors budget ordinaire				
Activités d'appui	631 785,7	647 910,4	16 124,7	2,6
Total	**631 785,7**	**647 910,4**	**16 124,7**	**2,6**
Ressources extrabudgétaires				
Activités d'appui	492 270,9	477 495,5	(14 775,4)	(3,0)
Activités de fond	4 010 258,6	4 129 477,6	119 219,0	3,0
Activités opérationnelles	9 528 982,4	9 492 294,1	(36 688,3)	(0,4)
Total partiel	**14 031 511,9**	**14 099 267,2**	**67 755,3**	**0,5**
Budget total : montant net	**19 689 806,8**	**19 784 801,4**	**94 994,6**	**0,5**

b) Postes par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2012-2013	*2014-2015*	*Augmentation (diminution)*	
			Montant	*Pourcentage*
Budget ordinaire				
Dépenses	10 337,0	10 076,0	(261,0)	(2,5)
Chapitre des recettes	89,0	89,0	–	–
Total partiel	**10 426,0**	**10 165,0**	**(261,0)**	**(2,5)**
Quotes-parts hors budget ordinaire				
Activités d'appui	1 296,0	1 326,0	30,0	2,3
Total partiel	**1 296,0**	**1 326,0**	**30,0**	**2,3**

			Augmentation (diminution)	
	2012-2013	*2014-2015*	*Montant*	*Pourcentage*
Ressources extrabudgétaires				
Activités opérationnelles	2 616,0	2 644,0	28,0	1,1
Activités de fond	1 737,0	1 741,0	4,0	0,2
Activités d'appui	10 664,0	10 699,0	35,0	0,3
Total partiel	**15 017,0**	**15 084,0**	**67,0**	**0,4**
Total	**26 739,0**	**26 575,0**	**(164,0)**	**(0,6)**

Tableau 2 Récapitulatif du projet de budget-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	*2010-2011 (dépenses effectives)*	*2012-2013 (taux révisés)*	*Variation*						*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2014-2015 (montant prévu)*
			Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	*Nouveaux mandats et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*[a]	*Total*	*Pourcentage*			
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble	**781 370,5**	**778 747,7**	**(8 248,3)**	**27 768,7**	**(1 380,4)**	**(17 851,7)**	**288,3**	**–**	**779 036,0**	**19 982,3**	**799 018,3**
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	107 324,3	112 007,4	(2 821,5)	8 365,6	(1 380,4)	(102,6)	4 061,1	3,6	116 068,5	4 761,8	120 830,3
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	674 046,2	666 740,3	(5 426,8)	19 403,1	–	(17 749,1)	(3 772,8)	(0,6)	662 967,5	15 220,5	678 188,0
Titre II. Affaires politiques	**1 429 008,7**	**1 471 909,8**	**(97 768,2)**	**421,4**	**(39 410,8)**	**(445,2)**	**(137 202,8)**	**(9,3)**	**1 334 707,0**	**9 861,1**	**1 344 568,1**
3. Affaires politiques	1 288 214,3	1 327 352,3	(96 275,1)	–	(35 339,0)	(326,3)	(131 940,4)	(9,9)	1 195 411,9	3 538,9	1 198 950,8
4. Désarmement	22 666,7	24 045,0	(134,2)	421,4	(663,9)	(65,3)	(442,0)	(1,8)	23 603,0	699,2	24 302,2
5. Opérations de maintien de la paix	109 535,7	112 403,6	(1 358,9)	–	(3 175,0)	(53,6)	(4 587,5)	(4,1)	107 816,1	5 311,3	113 127,4
6. Utilisations pacifiques de l'espace	8 592,0	8 108,9	–	–	(232,9)	–	(232,9)	(2,9)	7 876,0	311,7	8 187,7
Titre III. Justice internationale et droit international	**93 361,4**	**96 467,8**	**317,8**	**2 738,0**	**(1 343,0)**	**(102,7)**	**1 610,1**	**1,7**	**98 077,9**	**3 908,4**	**101 986,3**
7. Cour internationale de Justice	47 090,5	48 567,3	(445,6)	2 738,0	0,0	0,0	2 292,4	4,7	50 859,7	2 308,7	53 168,4
8. Affaires juridiques	46 270,9	47 900,5	763,4	0,0	(1 343,0)	(102,7)	(682,3)	(1,4)	47 218,2	1 599,7	48 817,9

Composante	2010-2011 (dépenses effectives)	2012-2013 (taux révisés)	Variation						Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2014-2015 (montant prévu)
			Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Résolution 67/248	Rapport sur l'esquisse budgétaire[a]	Total	Pourcentage			
Titre IV. Coopération internationale pour le développement	**445 315,6**	**467 372,8**	**(2 107,7)**	**41 189,0**	**(13 298,2)**	**(1 954,2)**	**23 828,9**	**5,1**	**491 201,7**	**16 287,2**	**507 488,9**
9. Affaires économiques et sociales	157 432,8	162 461,0	(3 672,3)	6 671,7	(4 416,3)	(596,4)	(2 013,3)	(1,2)	160 447,7	5 203,1	165 650,8
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	7 227,0	7 693,6	–	2 561,0	(190,0)	–	2 371,0	30,8	10 064,6	1 803,5	11 868,1
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	9 943,5	13 299,5	–	–	(127,9)	–	(127,9)	(1,0)	13 171,6	520,7	13 692,3
12. Commerce et développement	148 347,4	151 513,1	–	–	(3 818,8)	(1 180,2)	(4 999,0)	(3,3)	146 514,1	565,7	147 079,8
13. Centre du commerce international	36 257,5	40 141,8	–	–	(1 159,2)	–	(1 159,2)	(2,9)	38 982,6	571,0	39 553,6
14. Environnement	14 988,4	14 181,8	–	31 098,1	(1 375,5)	–	29 722,6	209,6	43 904,4	4 751,0	48 655,4
15. Établissements humains	22 421,6	21 180,9	(3,6)	–	(564,9)	(67,7)	(636,2)	(3,0)	20 544,7	685,2	21 229,9
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	42 583,8	41 426,8	1 309,7	858,2	(1 223,1)	(57,5)	887,3	2,1	42 314,1	1 723,7	44 037,8
17. ONU-Femmes	6 113,6	15 474,3	258,5	–	(422,5)	(52,4)	(216,4)	(1,4)	15 257,9	463,3	15 721,2
Titre V. Coopération régionale pour le développement	**518 471,4**	**578 871,1**	**(2 955,9)**	**2 973,7**	**(13 335,7)**	**(5 432,0)**	**(18 749,9)**	**(3,2)**	**560 121,2**	**32 435,7**	**592 556,9**
18. Développement économique et social en Afrique	113 366,5	146 926,8	(1 452,3)	888,5	(3 146,6)	(1 969,2)	(5 679,6)	(3,9)	141 247,2	18 351,5	159 598,7

Composante	*2010-2011 (dépenses effectives)*	*2012-2013 (taux révisés)*	*Variation*						*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2014-2015 (montant prévu)*
			Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	*Nouveaux mandats et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*[a]	*Total*	*Pourcentage*			
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	100 462,1	109 063,2	(864,2)	506,1	(2 297,8)	(1 264,1)	(3 920,0)	(3,6)	105 143,2	5 702,3	110 845,5
20. Développement économique en Europe	71 343,4	72 716,6	–	–	(1 873,0)	(359,6)	(2 232,6)	(3,1)	70 484,0	59,1	70 543,1
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	120 000,6	123 310,6	(884,0)	881,1	(2 795,8)	(1 090,5)	(3 889,2)	(3,2)	119 421,4	2 442,4	121 863,8
22. Développement économique et social en Asie occidentale	64 409,2	69 177,9	244,6	698,0	(1 557,0)	(748,6)	(1 363,0)	(2,0)	67 814,9	1 916,3	69 731,2
23. Programme ordinaire de coopération technique	48 889,6	57 676,0	–	–	(1 665,5)	–	(1 665,5)	(2,9)	56 010,5	3 964,1	59 974,6
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	**310 404,3**	**347 873,6**	**(3 367,1)**	**2 744,6**	**(9 473,1)**	**(888,1)**	**(10 983,7)**	**(3,2)**	**336 889,9**	**4 914,5**	**341 804,4**
24. Droits de l'homme	149 170,6	175 105,7	(5 909,6)	2 744,6	(4 543,5)	(672,7)	(8 381,2)	(4,8)	166 724,5	1 660,3	168 384,8
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	83 699,4	92 443,1	–	–	(2 669,4)	–	(2 669,4)	(2,9)	89 773,7	1 275,8	91 049,5
26. Réfugiés de Palestine	48 060,5	48 929,1	2 087,2	–	(1 473,2)	–	614,0	1,3	49 543,1	1 460,4	51 003,5
27. Aide humanitaire	29 473,8	31 395,7	455,3	–	(787,0)	(215,4)	(547,1)	(1,7)	30 848,6	518,0	31 366,6
Titre VII. Information	**191 716,7**	**189 844,5**	**1 327,4**	**365,0**	**–**	**(5 519,7)**	**(3 827,3)**	**(2,0)**	**186 017,2**	**6 559,7**	**192 576,9**
28. Information	191 716,7	189 844,5	1 327,4	365,0	–	(5 519,7)	(3 827,3)	(2,0)	186 017,2	6 559,7	192 576,9

Composante	2010-2011 (dépenses effectives)	2012-2013 (taux révisés)	Variation						Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2014-2015 (montant prévu)
			Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Résolution 67/248	Rapport sur l'esquisse budgétaire[a]	Total	Pourcentage			
Titre VIII. Services communs d'appui	**612 941,4**	**626 885,9**	**(3 454,3)**	**37 108,3**	**–**	**(21 216,2)**	**12 437,8**	**2,0**	**639 323,7**	**24 066,0**	**663 389,7**
29. Services de gestion et d'appui	612 941,4	626 885,9	(3 454,3)	37 108,3	–	(21 216,2)	12 437,8	2,0	639 323,7	24 066,0	663 389,7
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	26 384,2	15 902,0	(301,1)	36 083,7	–	(663,8)	35 118,8	220,8	51 020,8	482,7	51 503,5
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	37 054,5	38 779,3	(571,9)	–	–	(1 770,3)	(2 342,2)	(6,0)	36 437,1	1 200,4	37 637,5
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	74 861,9	77 083,7	(34,1)	–	–	(2 275,4)	(2 309,5)	(3,0)	74 774,2	2 887,6	77 661,8
D. Bureau des services centraux d'appui	175 822,1	184 481,1	971,7	1 048,5	–	(3 899,8)	(1 879,6)	(1,0)	182 601,5	11 270,7	193 872,2
E. Bureau de l'informatique et des communications	70 565,2	77 849,8	–	(155,8)	–	(5 001,5)	(5 157,3)	(6,6)	72 692,5	2 865,5	75 558,0
F. Administration (Genève)	159 125,4	159 803,3	(2 158,4)	67,3	–	(5 184,6)	(7 275,7)	(4,6)	152 527,6	1 570,0	154 097,6
G. Administration (Vienne)	40 051,6	39 643,4	(67,3)	64,6	–	(1 217,4)	(1 220,1)	(3,1)	38 423,3	1 787,8	40 211,1
H. Administration (Nairobi)	29 076,5	33 343,3	(1 293,2)	–	–	(1 203,4)	(2 496,6)	(7,5)	30 846,7	2 001,3	32 848,0
Titre IX. Contrôle interne	**35 215,6**	**40 720,2**	**863,6**	**–**	**(1 119,3)**	**(134,3)**	**(390,0)**	**(1,0)**	**40 330,2**	**1 157,7**	**41 487,9**
30. Contrôle interne	35 215,6	40 720,2	863,6	–	(1 119,3)	(134,3)	(390,0)	(1,0)	40 330,2	1 157,7	41 487,9

Composante	2010-2011 (dépenses effectives)	2012-2013 (taux révisés)	Variation						Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2014-2015 (montant prévu)
			Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Résolution 67/248	Rapport sur l'esquisse budgétaire[a]	Total	Pourcentage			
Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	**118 778,2**	**131 970,6**	**–**	**11 063,3**	**–**	**–**	**11 063,3**	**8,4**	**143 033,9**	**11 905,0**	**154 938,9**
31. Activités administratives financées en commun	10 140,6	11 529,3	–	(434,5)	–	–	(434,5)	(3,8)	11 094,8	233,6	11 328,4
32. Dépenses spéciales	108 637,6	120 441,3	–	11 497,8	–	–	11 497,8	9,5	131 939,1	11 671,4	143 610,5
Titre XI. Dépenses d'équipement	**61 043,7**	**65 051,6**	**(5 237,4)**	**–**	**–**	**(3 008,4)**	**(8 245,8)**	**(12,7)**	**56 805,8**	**3 629,1**	**60 434,9**
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	61 043,7	65 051,6	(5 237,4)	–	–	(3 008,4)	(8 245,8)	(12,7)	56 805,8	3 629,1	60 434,9
Titre XII. Sûreté et sécurité	**234 154,3**	**240 180,8**	**517,6**	**70,0**	**(6 730,2)**	**(366,6)**	**(6 509,2)**	**(2,7)**	**233 671,6**	**11 313,8**	**244 985,4**
34. Sûreté et sécurité	234 154,3	240 180,8	517,6	70,0	(6 730,2)	(366,6)	(6 509,2)	(2,7)	233 671,6	11 313,8	244 985,4
Titre XIII. Compte pour le développement	**23 651,3**	**29 243,2**	**–**	**–**	**(844,4)**	**–**	**(844,4)**	**(2,9)**	**28 398,8**	**–**	**28 398,8**
35. Compte pour le développement	23 651,3	29 243,2	–	–	(844,4)	–	(844,4)	(2,9)	28 398,8	–	28 398,8
Titre XIV. Contributions du personnel	**558 718,7**	**498 486,0**	**(5 674,0)**	**4 122,6**	**(12 887,8)**	**(7 223,3)**	**(21 662,5)**	**(4,3)**	**476 823,5**	**12 011,9**	**488 835,4**
36. Contributions du personnel	558 718,7	498 486,0	(5 674,0)	4 122,6	(12 887,8)	(7 223,3)	(21 662,5)	(4,3)	476 823,5	12 011,9	488 835,4
Total (budget ordinaire)	**5 414 151,9**	**5 563 625,6**	**(125 786,5)**	**130 564,6**	**(99 822,9)**	**(64 142,4)**	**(159 187,2)**	**(2,9)**	**5 404 438,4**	**158 032,4**	**5 562 470,8**

[a] A/67/529 et Corr.1.

Tableau 3 **Prévisions de dépenses par objet de dépense**

(En milliers de dollars des États-Unis)

			Variation								
	2010-2011 (dépenses effectives)	*2012-2013 (montant révisé des ressources)*	*Ajustement technique (effet-report et dépenses non renou-velables)*	*Nouveaux mandats et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*[a]	*Total*	*Pour-centage*	*Total avant actualisation des coûts*	*Actua-lisation des coûts*	*2014-2015 (montant prévu)*
Postes	2 418 633,2	2 524 086,9	14 531,1	33 628,8	(44 019,4)	(29 618,7)	(25 478,2)	(1,0)	2 498 608,7	70 763,8	2 569 372,5
Autres dépenses de personnel	282 754,2	300 940,5	(16 100,0)	37 933,0	(2 595,0)	(5 316,5)	13 921,5	4,6	314 862,0	22 289,1	337 151,1
Émoluments des non-fonctionnaires	18 319,6	20 107,1	(2 082,2)	2 382,2	–	–	300,0	1,5	20 407,1	614,7	21 021,8
Consultants	16 050,8	20 498,4	(1 541,2)	4 280,8	(808,2)	(106,8)	1 824,6	8,9	22 323,0	2 321,3	24 644,3
Experts	10 119,5	16 699,3	(1 799,6)	1 827,8	(1 185,7)	72,0	(1 085,5)	(6,5)	15 613,8	1 869,4	17 483,2
Frais de voyage des représentants	35 598,6	45 304,6	(4 036,7)	1 240,5	(714,6)	(1,7)	(3 512,5)	(7,8)	41 792,1	1 987,3	43 779,4
Voyages	49 355,2	47 159,9	(1 512,7)	2 455,1	(929,8)	248,9	261,5	0,6	47 421,4	2 248,1	49 669,5
Services contractuels	134 939,2	146 889,2	(1 263,0)	3 379,7	(538,7)	(6 673,4)	(5 095,4)	(3,5)	141 793,8	8 073,1	149 866,9
Frais généraux de fonctionnement	248 573,1	255 110,0	(2 851,6)	2 732,2	(670,3)	(7 257,3)	(8 047,0)	(3,2)	247 063,0	17 178,0	264 241,0
Frais de représentation	1 004,5	1 240,6	–	(3,8)	(6,2)	(0,7)	(10,7)	(0,9)	1 229,9	81,4	1 311,3
Fournitures et accessoires	25 542,8	30 789,2	(292,4)	(116,4)	372,8	(1 523,2)	(1 559,2)	(5,1)	29 230,0	2 519,1	31 749,1
Mobilier et matériel	40 497,7	38 887,1	(1 229,8)	234,1	(1 952,9)	(2 966,3)	(5 914,9)	(15,2)	32 972,2	3 241,7	36 213,9
Aménagement des locaux	66 015,1	65 051,6	(5 237,4)	–	3 190,8	(3 008,4)	(5 055,0)	(7,8)	59 996,6	3 762,3	63 758,9
Subventions et contributions	323 302,9	342 324,1	117,8	36 468,0	(4 931,5)	(767,0)	30 887,3	9,0	373 211,4	9 071,2	382 282,6
Autres[b]	1 743 445,5	1 708 537,1	(102 488,8)	4 122,6	(45 034,2)	(7 223,3)	(150 623,7)	(8,8)	1 557 913,4	12 011,9	1 569 925,3
Total	**5 414 151,9**	**5 563 625,6**	**(125 786,5)**	**130 564,6**	**(99 822,9)**	**(64 142,4)**	**(159 187,2)**	**(2,9)**	**5 404 438,4**	**158 032,4**	**5 562 470,8**

[a] A/67/529 et Corr.1.

[b] Le montant estimatif pour 2014-2015 comprend une somme forfaitaire au titre des missions politiques spéciales.

Tableau 4 **Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2012-2013 et proposés pour l'exercice biennal 2014-2015**

		Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
Chapitre du budget		*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
1.	**Politique, direction et coordination d'ensemble**																		
	2012-2013	6	2	8	16	32	28	25	5	122	11	79	–	8	–	–	–	98	220
	Nouveaux postes	1	–	1	–	1	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–	3
	Reclassements	–	–	–	–	(2)	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)	(3)	–	(4)	–	–	–	–	–	(4)	(7)
	Transformations	–	1	–	–	1	3	3	–	8	1	1	–	–	–	–	–	2	10
	2014-2015	**7**	**3**	**9**	**15**	**31**	**33**	**28**	**4**	**130**	**12**	**76**	**–**	**8**	**–**	**–**	**–**	**96**	**226**
2.	**Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences**																		
	2012-2013	1	1	5	20	191	383	373	24	998	84	702	–	15	–	–	39	840	1 838
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Reclassements	–	–	1	(1)	–	6	10	(16)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	(56)	–	–	–	–	(39)	(99)	(99)
	2014-2015	**1**	**1**	**6**	**19**	**191**	**390**	**383**	**8**	**999**	**80**	**646**	**–**	**15**	**–**	**–**	**–**	**741**	**1 740**
3.	**Affaires politiques**																		
	2012-2013	2	4	12	16	48	62	51	25	220	6	103	6	30	8	3	–	156	376
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	1	1
	Reclassements	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	1	(1)	1	–	1	–
	Suppressions	–	–	–	–	(1)	–	–	(4)	(5)	(1)	(5)	–	–	–	–	–	(6)	(11)
	2014-2015	**2**	**4**	**12**	**16**	**47**	**62**	**50**	**21**	**214**	**5**	**98**	**6**	**31**	**7**	**5**	**–**	**152**	**366**
4.	**Désarmement**																		
	2012-2013	1	–	2	3	13	9	7	4	39	4	15	–	4	–	–	–	23	62
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	(2)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**3**	**13**	**8**	**7**	**4**	**38**	**4**	**15**	**–**	**3**	**–**	**–**	**–**	**22**	**60**

		Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
Chapitre du budget		*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
5.	**Opérations de maintien de la paix**																		
	2012-2013	2	5	6	7	8	6	7	9	50	–	20	–	210	119	1	–	350	400
	Nouveaux postes	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	(2)	1	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	(1)	–	(9)	(10)	–	–	(20)	(21)
	2014-2015	**2**	**5**	**6**	**7**	**9**	**6**	**6**	**9**	**50**	**–**	**19**	**–**	**202**	**107**	**2**	**–**	**330**	**380**
6.	**Utilisations pacifiques de l’espace**																		
	2012-2013	–	–	1	1	2	8	4	3	19	–	5	–	–	–	–	–	5	24
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
	2014-2015	**–**	**–**	**1**	**1**	**2**	**7**	**4**	**3**	**18**	**–**	**5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**23**
7.	**Cour internationale de Justice**																		
	2012-2013	–	1	1	1	4	14	19	19	59	6	52	–	–	–	–	–	58	117
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	1	2	–	1	–	–	–	–	–	1	3
	2014-2015	**–**	**1**	**1**	**1**	**4**	**14**	**20**	**20**	**61**	**6**	**53**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**59**	**120**
8.	**Affaires juridiques**																		
	2012-2013	1	1	4	7	19	22	22	14	90	11	49	–	–	–	–	–	60	150
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	(4)	–	–	–	–	–	(4)	(5)
	2014-2015	**1**	**1**	**4**	**7**	**19**	**22**	**21**	**14**	**89**	**11**	**45**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**56**	**145**
9.	**Affaires économiques et sociales**																		
	2012-2013	1	2	9	31	64	89	66	43	305	33	169	–	–	–	–	–	202	507
	Suppressions	–	–	–	–	–	(2)	(3)	(1)	(6)	–	(8)	–	–	–	–	–	(8)	(14)
	2014-2015	**1**	**2**	**9**	**31**	**64**	**87**	**63**	**42**	**299**	**33**	**161**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**194**	**493**
10.	**Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement**																		
	2012-2013	1	–	1	1	3	5	2	1	14	–	4	–	–	–	–	–	4	18
	Nouveaux postes	–	–	–	–	3	3	2	–	8	–	2	–	–	–	–	–	2	10
	2014-2015	**1**	**–**	**1**	**1**	**6**	**8**	**4**	**1**	**22**	**–**	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**28**

Chapitre du budget		*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
		VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
11.	**Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**																		
	2012-2013	1	–	1	2	4	7	10	–	25	1	8	–	1	–	–	–	10	35
	2014-2015	**1**	**–**	**1**	**2**	**4**	**7**	**10**	**–**	**25**	**1**	**8**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**10**	**35**
12.	**Commerce et développement**																		
	2012-2013	1	1	6	20	48	61	74	32	243	12	145	–	–	–	–	–	157	400
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2
	Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	1	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	(1)	–	–	–	(2)	–	(3)	(1)	(13)	–	–	–	–	–	(14)	(17)
	2014-2015	**1**	**1**	**5**	**20**	**48**	**62**	**73**	**32**	**242**	**10**	**133**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**143**	**385**
14.	**Environnement**																		
	2012-2013	1	–	3	1	8	11	5	2	31	1	5	–	11	–	–	–	17	48
	Nouveaux postes	–	–	–	1	5	15	2	–	23	–	2	–	–	–	–	–	2	25
	Transformations	–	1	1	9	12	21	9	1	54	–	5	–	1	–	–	–	6	60
	2014-2015	**1**	**1**	**4**	**11**	**25**	**47**	**16**	**3**	**108**	**1**	**12**	**–**	**12**	**–**	**–**	**–**	**25**	**133**
15.	**Établissements humains**																		
	2012-2013	1	–	1	4	9	16	14	5	50	–	2	–	23	–	–	–	25	75
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)
	2014-2015	**1**	**–**	**1**	**4**	**9**	**15**	**14**	**4**	**48**	**–**	**2**	**–**	**23**	**–**	**–**	**–**	**25**	**73**
16.	**Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale**																		
	2012-2013	1	–	2		15	33	25	14	97	3	29	–	–	–	–	–	32	129
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	(2)	–	(3)	–	–	–	–	–	(3)	(5)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**7**	**15**	**32**	**24**	**14**	**95**	**3**	**26**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**29**	**124**
17.	**ONU-Femmes**																		
	2012-2013	1	1	2	3	6	7	7	5	32	–	15	–	–	–	–	–	15	47
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	–	(2)	(2)
	2014-2015	**1**	**1**	**2**	**3**	**6**	**7**	**7**	**5**	**32**	**–**	**13**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13**	**45**

Chapitre du budget		*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
		VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
18.	**Développement économique et social en Afrique**																		
	2012-2013	1	–	1	16	43	73	76	29	239	–	2	–	303	1	14	–	320	559
	Nouveaux postes	–	–	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Suppressions	–	–	–	–	(2)	(3)	(2)	–	(7)	–	–	–	(6)	–	–	–	(6)	(13)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**16**	**41**	**70**	**74**	**29**	**233**	**–**	**2**	**–**	**297**	**1**	**14**	**–**	**314**	**547**
19.	**Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique**																		
	2012-2013	1	–	1	14	36	57	50	35	194	–	–	–	244	–	3	–	247	441
	Reclassements	–	–	1	(1)	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	(4)	–	(4)	–	–	–	(17)	–	–	–	(17)	(21)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**13**	**36**	**58**	**45**	**35**	**190**	**–**	**–**	**–**	**227**	**–**	**3**	**–**	**230**	**420**
20.	**Développement économique en Europe**																		
	2012-2013	1	–	1	9	23	34	36	21	125	6	69	–	–	–	–	–	75	200
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	(3)	–	(4)	–	–	–	–	–	(4)	(7)
	2014-2015	**1**	**–**	**1**	**9**	**23**	**33**	**35**	**20**	**122**	**6**	**65**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**71**	**193**
21.	**Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes**																		
	2012-2013	1	–	1	14	30	62	59	49	216	–	4	–	274	–	2	–	280	496
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	1	–	–	–	1	2
	Reclassements	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	1	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(6)	(8)	–	–	–	(17)	–	–	–	(17)	(25)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**13**	**30**	**61**	**59**	**43**	**209**	**–**	**4**	**–**	**257**	**–**	**3**	**–**	**264**	**473**
22.	**Développement économique et social en Asie occidentale**																		
	2012-2013	1	–	1	9	25	35	29	18	118	–	–	–	143	1	2	–	146	264
	Reclassements	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	1	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(2)	–	–	–	(12)	–	–	–	(12)	(14)
	Transformations	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**8**	**25**	**36**	**28**	**17**	**117**	**–**	**–**	**–**	**130**	**1**	**3**	**–**	**134**	**251**

Chapitre du budget		*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
		VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
24.	**Droits de l'homme**																		
	2012-2013	1	2	3	10	41	94	93	22	266	4	85	–	4	–	1	–	94	360
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Suppressions	–	–	–	–	(1)	(3)	(4)	–	(8)	–	(4)	–	–	–	–	–	(4)	(12)
	2014-2015	**1**	**2**	**3**	**10**	**40**	**91**	**90**	**22**	**259**	**4**	**81**	**–**	**4**	**–**	**1**	**–**	**90**	**349**
25.	**Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance**																		
	2012-2013	1	1	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2
	2014-2015	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**
26.	**Réfugiés de Palestine**																		
	2012-2013	1	1	8	10	27	57	29	2	135	–	11	–	–	–	–	–	11	146
	Suppressions	–	–	–	–	(1)	(2)	–	–	(3)	–	(2)	–	–	–	–	–	(2)	(5)
	2014-2015	**1**	**1**	**8**	**10**	**26**	**55**	**29**	**2**	**132**	**–**	**9**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**9**	**141**
27.	**Aide humanitaire**																		
	2012-2013	1	1	3	4	11	16	14	5	55	2	15	–	–	–	–	–	17	72
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)
	2014-2015	**1**	**1**	**3**	**4**	**11**	**15**	**13**	**5**	**53**	**2**	**15**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17**	**70**
28.	**Information**																		
	2012-2013	1	–	4	20	36	76	93	61	291	9	218	–	163	–	51	–	441	732
	Reclassements	–	–	–	(2)	2	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	2	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	(3)	(2)	(1)	(1)	(7)	–	(3)	–	(4)	–	–	–	(7)	(14)
	Transformations	–	–	–	–	–	–	12	–	12	–	–	–	–	–	–	–	–	12
	2014-2015	**1**	**–**	**4**	**18**	**35**	**74**	**104**	**60**	**296**	**9**	**215**	**–**	**157**	**–**	**53**	**–**	**434**	**730**
29A.	**Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion**																		
	2012-2013	1	–	2	4	9	6	2	2	26	4	22	–	–	–	–	–	26	52
	Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1	1
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	(3)	–	–	–	–	–	(3)	(4)
	2014-2015	**1**	**–**	**2**	**4**	**9**	**6**	**2**	**1**	**25**	**4**	**20**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**24**	**49**

		Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
Chapitre du budget		*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
29B.	**Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité**																		
	2012-2013	–	1	3	8	10	19	17	9	67	8	65	–	–	–	–	–	73	140
	Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	(2)	–	(8)	–	–	–	–	–	(8)	(10)
	2014-2015	**–**	**1**	**3**	**8**	**10**	**18**	**17**	**8**	**65**	**8**	**57**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**65**	**130**
29C.	**Bureau de la gestion des ressources humaines**																		
	2012-2013	–	1	3	5	17	23	21	14	84	11	84	–	–	–	–	–	95	179
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	(1)	(4)	–	–	–	–	–	(5)	(6)
	2014-2015	**–**	**1**	**3**	**5**	**17**	**23**	**20**	**14**	**83**	**10**	**80**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**90**	**173**
29D.	**Bureau des services centraux d'appui**																		
	2012-2013	–	1	2	3	8	12	15	8	49	13	182	–	–	–	–	100	295	344
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(7)	–	–	–	–	(4)	(11)	(11)
	2014-2015	**–**	**1**	**2**	**3**	**8**	**13**	**15**	**8**	**50**	**13**	**175**	**–**	**–**	**–**	**–**	**96**	**284**	**334**
29E.	**Bureau de l'informatique et des communications**																		
	2012-2013	–	1	1	4	13	21	30	7	77	11	48	–	–	–	–	1	60	137
	Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(1)
	2014-2015	**–**	**1**	**1**	**4**	**13**	**21**	**30**	**7**	**77**	**11**	**47**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**59**	**136**
29F.	**Administration (Genève)**																		
	2012-2013	–	–	1	4	10	16	18	22	71	19	259	–	–	–	–	–	278	349
	Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
	Reclassements	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(1)	(20)	–	–	–	–	–	(21)	(22)
	2014-2015	**–**	**–**	**1**	**5**	**9**	**16**	**19**	**21**	**71**	**18**	**239**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**257**	**328**
29G.	**Administration (Vienne)**																		
	2012-2013	–	–	1	1	4	6	7	3	22	6	65	–	–	–	–	–	71	93
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	–	(3)	(3)
	2014-2015	**–**	**–**	**1**	**1**	**4**	**6**	**7**	**3**	**22**	**6**	**62**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**68**	**90**

		Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
Chapitre du budget		*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
29H.	**Administration (Nairobi)**																		
	2012-2013	–	–	1	3	8	10	17	9	48	–	–	–	81	–	2	–	83	131
	Reclassements	–	–	–	1	(2)	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	–	–	–	(3)	–	(1)	–	(4)	(5)
	2014-2015	**–**	**–**	**1**	**4**	**6**	**11**	**17**	**8**	**47**	**–**	**–**	**–**	**78**	**–**	**1**	**–**	**79**	**126**
30.	**Contrôle interne**																		
	2012-2013	1	1	3	5	13	28	23	15	89	8	24	–	1	–	–	–	33	122
	Suppressions	–	–	–	(2)	–	–	–	(1)	(3)	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(4)
	2014-2015	**1**	**1**	**3**	**3**	**13**	**28**	**23**	**14**	**86**	**8**	**23**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**32**	**118**
34.	**Sûreté et sécurité**																		
	2012-2013	1	1	1	4	8	21	20	7	63	8	178	314	509	–	–	–	1 009	1 072
	Suppressions	–	–	–	–	(1)	(2)	(3)	–	(6)	–	(8)	(6)	(12)	–	–	–	(26)	(32)
	2014-2015	**1**	**1**	**1**	**4**	**7**	**19**	**17**	**7**	**57**	**8**	**170**	**308**	**497**	**–**	**–**	**–**	**983**	**1 040**
	Total (budget ordinaire)																		
	2012-2013	**34**	**29**	**105**	**287**	**846**	**1 427**	**1 360**	**543**	**4 631**	**281**	**2 733**	**320**	**2 024**	**129**	**79**	**140**	**5 706**	**10 337**
	Nouveaux postes	**1**	**–**	**2**	**1**	**10**	**21**	**9**	**1**	**45**	**–**	**5**	**–**	**1**	**–**	**1**	**–**	**7**	**52**
	Reclassements	**–**	**–**	**4**	**(4)**	**(3)**	**10**	**8**	**(16)**	**(1)**	**(1)**	**1**	**–**	**(2)**	**(3)**	**6**	**–**	**1**	**–**
	Suppressions	**–**	**–**	**(1)**	**(3)**	**(10)**	**(22)**	**(27)**	**(21)**	**(84)**	**(8)**	**(163)**	**(6)**	**(81)**	**(10)**	**(1)**	**(43)**	**(312)**	**(396)**
	Transformations	**–**	**2**	**1**	**9**	**13**	**25**	**24**	**1**	**75**	**1**	**6**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**8**	**83**
	2014-2015	**35**	**31**	**111**	**290**	**856**	**1 461**	**1 374**	**508**	**4 666**	**273**	**2 582**	**314**	**1 943**	**116**	**85**	**97**	**5 410**	**10 076**
Chapitre 3 des recettes																			
	2012-2013	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**6**	**4**	**3**	**15**	**9**	**63**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**74**	**89**
	2014-2015	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**6**	**4**	**3**	**15**	**9**	**63**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**74**	**89**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Agents des services généraux et des catégories apparentées*								
Chapitre du budget	*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/P-1*	*Total partiel*	*1re classe*	*Autres classes*	*Agents de sécurité*	*Agents locaux*	*Agents du Service mobile*[a]	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Agents des corps de métier*	*Total partiel*	*Total*
Total, budget ordinaire et chapitre 3 des recettes																		
2012-2013	**34**	**29**	**105**	**287**	**848**	**1 433**	**1 364**	**546**	**4 646**	**290**	**2 796**	**322**	**2 024**	**129**	**79**	**140**	**5 780**	**10 426**
Nouveaux postes	**1**	**–**	**2**	**1**	**10**	**21**	**9**	**1**	**45**	**–**	**5**	**–**	**1**	**–**	**1**	**–**	**7**	**52**
Reclassements	**–**	**–**	**4**	**(4)**	**(3)**	**10**	**8**	**(16)**	**(1)**	**(1)**	**1**	**–**	**(2)**	**(3)**	**6**	**–**	**1**	**–**
Suppressions	**–**	**–**	**(1)**	**(3)**	**(10)**	**(22)**	**(27)**	**(21)**	**(84)**	**(8)**	**(163)**	**(6)**	**(81)**	**(10)**	**(1)**	**(43)**	**(312)**	**(396)**
Transformations	**–**	**2**	**1**	**9**	**13**	**25**	**24**	**1**	**75**	**1**	**6**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**8**	**83**
2014-2015	**35**	**31**	**111**	**290**	**858**	**1 467**	**1 378**	**511**	**4 681**	**282**	**2 645**	**316**	**1 943**	**116**	**85**	**97**	**5 484**	**10 165**

Tableau 5 **Variations découlant de la résolution 67/248 de l'Assemblée générale**

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
1	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de la charge de travail	Tableau 1.7 (2)	Non	Non
		Redistribution de la charge de travail	Tableau 1.7 (6)	Non	Non
		Redistribution de la charge de travail et diminution de la capacité de répondre dans les délais voulus aux demandes de conseil en matière de déontologie	Tableau 1.7 (7)	Non	Non
	Activités de représentation	Réduction de l'activité du Bureau de liaison de New York de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	Tableau 1.7 (3)	Non	Non
		Diminution des moyens juridiques et des fonctions de représentation	Tableau 1.7 (4)	Non	Non
		Effet sur la qualité et les délais de remise des rapports et réduction de la présence et de la coopération sur le plan international	Tableau 1.7 (5)	Non	Non
	Autres	Redistribution de la charge de travail et gestion plus efficace des ressources consacrées aux voyages	Tableau 1.7 (1)	Non	Non
3	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de la charge de travail entre les fonctionnaires	Tableau 3.7 (5)	Non	Non
	Fonctions de représentation	Réduction des frais de voyages, limitant les fonctions de représentation	Tableau 3.7 (8)	Non	Non
	Appui administratif	Réduction de l'appui administratif et des moyens de coordination	Tableau 3.7 (2)	Non	Oui
	Étendue des activités	Diminution du nombre de missions d'établissement des faits, de documents d'analyse et d'initiatives de bons offices dans les divisions concernées	Tableau 3.7 (1)	Oui	Oui
	Autres	Alignement des dépenses opérationnelles sur les prévisions de dépenses	Tableau 3.7 (7)	Non	Non
		Prolongation de la durée de vie du matériel de transport	Tableau 3.7 (4)	Non	Non
		Reclassements en administrateur recruté sur le plan national et en agent local	Tableau 3.7 (3)	Non	Non

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
		Répartition du travail et réduction des crédits ouverts au titre des services contractuels d'imprimerie	Tableau 3.7 (6)	Non	Non
4	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de fonctions à d'autres postes d'agent des services généraux	Tableau 4.6 (2)	Non	Non
		Redistribution de fonctions à d'autres postes d'administrateur	Tableau 4.6 (1)	Non	Non
	Étendue des activités	Réduction du nombre de participants	Tableau 4.6 (3)	Non	Non
5	Réorganisation et restructuration	Examen des effectifs du Département de l'appui aux missions à l'aune des orientations administratives et stratégiques	Tableau 5.6 (2)	Non	Non
		Examen par le Département des opérations de maintien de la paix des effectifs nécessaires pour 14 opérations de maintien de la paix et répartition des responsabilités	Tableau 5.6 (1)	Non	Non
		Restructuration de l'activité d'appui à la mission et réductions au titre de l'indemnité journalière des observateurs militaires et de l'achat de matériel de transport, contrebalancées par l'augmentation à prévoir au titre de la rénovation du quartier général de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et de la construction d'un abri antiaérien	Tableau 5.6 (3)	Non	Non
	Autres	Réduction des effectifs affectés à l'appui à la mission et amélioration de la surveillance et de la maîtrise des dépenses par la création d'un comité de haut niveau pour la bonne utilisation des ressources	Tableau 5.6 (4)	Non	Non
6	Étendue des activités	Réduction du nombre d'activités	Tableau 6.5	Oui	Oui
8	Redistribution de la charge de travail	Redistribution des attributions se rapportant aux services juridiques fournis aux organes et aux programmes des Nations Unies	Tableau 8.6 (1)	Non	Non
	Activités de représentation	Réduction des activités de représentation et du recours aux services d'experts	Tableau 8.6 (3)	Oui	Oui

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
	Appui administratif	Réduction de l'appui fonctionnel fourni par des assistants	Tableau 8.6 (2)	Non	Oui
	Autres	Réduction des services d'appui informatique	Tableau 8.6 (4)	Non	Non
9	Étendue des activités	Réduction des effectifs chargés d'établir la documentation des réunions intergouvernementales	Tableau 9.6 (3)	Non	Non
		Réduction du nombre de postes d'administrateur et d'agent des services généraux, des services de consultants et du nombre de postes de temporaire appuyant les sous-programmes	Tableau 9.6 (2)	Non	Non
	Autres	Limitation du nombre de demandes d'admission par des organisations non gouvernementales et conséquences pour la tenue des délais et la qualité de l'analyse pour donner suite au document « L'avenir que nous voulons » et les résolutions sur l'examen quadriennal complet	Tableau 9.6 (1)	Non	Non
10	Redistribution de la charge de travail	Réaffectation des ressources à d'autres fonctionnaires de la catégorie des administrateurs	Tableau 10.6	Non	Non
11	Redistribution de la charge de travail	Redistribution des tâches exécutées par le personnel temporaire	Tableau 11.6 (1)	Non	Non
	Autres	Réduction du nombre de produits d'information	Tableau 11.6 (2)	Non	Non
12	Appui administratif	Réduction du soutien en matière d'orientation, d'activités de sensibilisation du public, de statistique et de logistique commerciale et dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation	Tableau 12.7 (1)	Oui	Oui
	Étendue des activités	Réduction touchant les services fournis aux organismes intergouvernementaux, la diffusion des enseignements tirés de la recherche et les services de conseil et de renforcement des capacités	Tableau 12.7 (2)	Oui	Oui
		Réduction de la qualité des activités de recherche et de soutien à la recherche	Tableau 12.7 (3)	Oui	Oui

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
14	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement des activités de coordination, qu'il était initialement proposé de financer au moyen du budget ordinaire	Tableau 14.6 (1)	Non	Non
		Changement des modalités de financement des activités de sensibilisation, qu'il était initialement proposé de financer au moyen du budget ordinaire	Tableau 14.6 (2)	Non	Non
15	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement	Tableau 15.6 (2)	Non	Non
	Étendue des activités	Réduction des services consultatifs	Tableau 15.6 (1)	Non	Non
16	Redistribution de la charge de travail	Redistribution du travail correspondant à l'assistance technique et à la participation aux réunions	Tableau 16.7 (1)	Oui	Oui
	Activités de représentation	Représentation réduite	Tableau 16.7 (3)	Non	Oui
	Appui administratif	Réduction de l'appui fonctionnel fourni par des assistants	Tableau 16.7 (2)	Oui	Non
17	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement	Tableau 17.6 (2)	Non	Non
	Étendue des activités	Détérioration de la qualité des rapports de groupes d'experts et diminution du nombre de voyages	Tableau 17.6 (3)	Non	Non
	Autres	Automatisation des tâches courantes	Tableau 17.6 (1)	Non	Non
18	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement de postes à l'origine financés sur le budget ordinaire, et regroupement de produits	Tableau 18A.6 (2)	Non	Non
		Changement des modalités de financement de postes à l'origine financés sur le budget ordinaire	Tableau 18A.6 (1)	Non	Non
19	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement de la traduction	Tableau 19.6 (2)	Non	Non

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
	Appui administratif	Réduction de l'appui fonctionnel aux activités de recherche et d'analyse et aux publications	Tableau 19.6 (1)	Non	Oui
20	Redistribution de la charge de travail	Redistribution des tâches parmi le personnel des services généraux	Tableau 20.7 (2)	Non	Non
	Changement des modalités de financement	Changement de la source de financement	Tableau 20.7 (3)	Non	Non
	Autres	Utilisation plus efficace des ressources grâce à de nouvelles méthodes de travail et à une meilleure exploitation des synergies entre différents domaines thématiques	Tableau 20.7 (1)	Oui	Oui
21	Appui administratif	Réduction des services d'appui fournis	Tableau 21.6 (3)	Non	Non
	Étendue des activités	Réduction du nombre d'études publiées; actualisation moins fréquente des systèmes et des bases de données; diminution de la quantité de services de conseil et d'assistance technique fournis aux parties prenantes; annulation de réunions de groupes d'experts; recours accru au personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour assurer les services de secrétariat liés à la mise en place du nouveau sous-programme 14	Tableau 21.6 (2)	Oui	Oui
		Réduction de l'assistance fonctionnelle fournie aux hauts responsables du Bureau de la Secrétaire exécutive	Tableau 21.6 (1)	Non	Non
22	Activités de représentation	Réduction des voyages autorisés	Tableau 22.6 (3)	Non	Non
	Appui administratif	Retards dans l'exécution des produits	Tableau 22.6 (1)	Non	Oui
	Étendue des activités	Réduction du nombre de réunions de groupes d'experts et de réunions intergouvernementales	Tableau 22.6 (2)	Non	Non
24	Redistribution de la charge de travail	Réduction de l'appui aux opérations internes et des activités de formation et de perfectionnement du personnel	Tableau 24.7 (4)	Oui	Oui

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
	Étendue des activités	Réduction de l'appui apporté à la société civile lors des sessions du Conseil des droits de l'homme et du Forum social	Tableau 24.7 (1)	Oui	Oui
		Réduction de la capacité d'appui	Tableau 24.7 (2)	Oui	Oui
		Diminution des services consultatifs et de la documentation et renoncement à un poste d'appui spécialisé	Tableau 24.7 (3)	Oui	Oui
25	Autres	Réduction du financement des frais de gestion et d'administration du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Tableau 25.6	Non	Non
26	Réorganisation et restructuration	Analyse de l'utilisation des ressources humaines et financières et fermeture ultérieure du Bureau de représentation à Genève	Tableau 26.5 (3)	Non	Non
	Changement des modalités de financement	Modification des modalités de financement des activités attachées aux trois postes en Syrie	Tableau 26.5 (1)	Non	Non
	Autres	Renforcement de l'utilisation des chauffeurs recrutés sur le plan international disponibles	Tableau 26.5 (2)	Non	Non
27	Changement des modalités de financement	Changement des modalités de financement de deux postes	Tableau 27.6 (1)	Non	Non
	Étendue des activités	Moindre recours à des services de consultant aux fins de l'évaluation interne et de l'adaptation d'un système informatique de sorte qu'il repose sur un code source ouvert	Tableau 27.6 (2)	Non	Non
30	Réorganisation et restructuration	Rationalisation des fonctions de gestion et d'appui	Tableau 30.6	Non	Non
34	Redistribution de la charge de travail	Redistribution des fonctions liées à la gestion des crises	Tableau 34.5 (2)	Non	Non
	Appui administratif	Réduction des moyens permettant d'assurer des services de sécurité	Tableau 34.5 (1)	Non	Non

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*	*Incidence sur*	
				L'exécution des produits	*La réalisation des objectifs*
	Étendue des activités	Suppression d'un poste d'assistant spécial, d'un poste de spécialiste de la communication, d'un poste d'administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité et de deux postes d'assistant d'équipe; diminution du nombre de voyages effectués dans le cadre de missions	Tableau 34.5 (3)	Non	Non

Tableau 6 **Variations découlant des propositions faites par le Secrétaire général dans son rapport sur l'esquisse budgétaire**[a]

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*
1	Redistribution de la charge de travail	Rationalisation et nouvelle répartition des responsabilités	Tableau 1.8
2	Réorganisation et restructuration	Création de la Division de la planification centrale et de la coordination	Tableau 2.6 (2)
	Réaménagement et automatisation des processus	Passage à l'impression numérique et équilibrage des effectifs	Tableau 2.6 (4)
	Autres	Réorganisation de la chaîne de production de la documentation	Tableau 2.6 (3)
		Renforcement des moyens à la disposition du Bureau du Président de l'Assemblée générale et des États Membres	Tableau 2.6 (1)
3	Informatique et communications	Amélioration des dispositifs de recouvrement des coûts et réduction des coûts standard de référence et du nombre de comptes relevant d'accords de prestation de services	Tableau 3.8
4	Informatique et communications	Réduction des frais généraux de fonctionnement	Tableau 4.7
5	Renforcement des mécanismes de contrôle	Rationalisation du matériel mobile	Tableau 5.7
8	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de la charge de travail et utilisation du congé de compensation	Tableau 8.7
9	Informatique et communications	Réduction des contributions au titre du matériel informatique et de la centralisation de l'hébergement des données	Tableau 9.7

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*
12	Réaménagement et automatisation des processus	Révision de la gestion interne de l'exécution des tâches et de la répartition des fonctions	Tableau 12.8
15	Autres	Diffusion électronique des publications d'ONU-Habitat	Tableau 15.7
16	Autres	Mise en commun du matériel	Tableau 16.8
17	Informatique et communications	Services de traitement des données	Tableau 17.7
18	Informatique et communications	Économies d'échelle en interne par le raccordement au réseau d'entreprise de l'Organisation et en externe par le biais des pratiques d'achat	Tableau 18A.7
19	Réaménagement et automatisation des processus	Réaménagement des processus	Tableau 19.7
20	Informatique et communications	Utilisation plus efficace des moyens informatiques	Tableau 20.8
21	Réorganisation et restructuration	Réduction des services d'appui au programme; fonctions transférées à d'autres postes et assurées au niveau central depuis Santiago	Tableau 21.7
22	Réorganisation et restructuration	Réorganisation structurelle de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale grâce à la rationalisation des procédures administratives	Tableau 22.7
24	Réaménagement et automatisation des processus	Économies internes et réorganisation des tâches	Tableau 24.8
27	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de la charge de travail et utilisation du congé de compensation	Tableau 27.7
28	Réorganisation et restructuration	Harmonisation, standardisation et maintien de la cohérence de l'organigramme du Département	Tableau 28.6 (1)
	Réaménagement et automatisation des processus	Utilisation efficace des nouveaux centres audiovisuels et augmentation du nombre de documentaires coproduits	Tableau 28.6 (2)
29A	Réaménagement et automatisation des processus	Amélioration de l'efficacité par la rationalisation des tâches	Tableau 29A.6 (2)
		Renforcement des synergies entre le Service de l'appui à la gestion et Umoja	Tableau 29A.6 (1)
29B	Réaménagement et automatisation des processus	Uniformisation des modalités d'exécution des tâches	Tableau 29B.6

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*
29C	Redistribution de la charge de travail	Nouvelle répartition de la charge de travail et cessation des services de radiologie assurés sur place	Tableau 29C.6 (2)
	Réaménagement et automatisation des processus	Utilisation de l'informatique aux fins d'automatisation	Tableau 29C.6 (1)
	Informatique et communications	Réduction du niveau de l'accord de prestation de services avec le Bureau de l'informatique et des communications	Tableau 29C.6 (3)
29D	Réaménagement et automatisation des processus	Réorganisation du travail et des moyens informatiques	Tableau 29D.6 (1)
		Gestion du courrier	Tableau 29D.6 (3)
	Autres	Fonctionnement du complexe rénové	Tableau 29D.6 (2)
29E	Réorganisation et restructuration	Réorganisation des ressources aux fins d'améliorer la synergie entre le Bureau de l'informatique et des communications et l'entité dont il relève, le Service administratif du Département de la gestion	Tableau 29E.6 (1)
	Réaménagement et automatisation des processus	Réorganisation des ressources visant à rendre les méthodes de travail plus rationnelles et efficaces	Tableau 29E.6 (2)
29F	Redistribution de la charge de travail	Fusion de services assurant des fonctions liées au règlement des factures et regroupement de plusieurs fonctions d'assistance informatique/d'appui à la téléphonie mobile et à la téléphonie fixe	Tableau 29F.7 (2)
	Réaménagement et automatisation des processus	Examen des tâches, des fonctions et des procédures internes en vigueur dans le domaine des services centraux d'appui : distribution du courrier et gestion des bâtiments et des services techniques	Tableau 29F.7 (3)
		Modernisation du système de gestion des voyages, rationalisation des procédures en prévision de la mise en service d'Umoja, automatisation des processus métier et changements dans les règles applicables aux télécommunications	Tableau 29F.7 (1)
29G	Réaménagement et automatisation des processus	Automatisation des méthodes de travail	Tableau 29G.7 (1)
	Renforcement des mécanismes de contrôle	Nouvelle procédure de tenue des inventaires et de recouvrement des coûts de bureau	Tableau 29G.7 (2)

Chapitre du budget	*Type de variation*	*Variation*	*Tableau (rubrique)*
	Autres	Remplacement du matériel de bureau en fonction des besoins et mise en commun des ressources	Tableau 29G.7 (3)
29H	Réorganisation et restructuration des processus	Réorganisation de la structure des postes et de la structure hiérarchique et réorganisation des fonctions d'appui en vue notamment de la mise en service d'Umoja	Tableau 29H.6 (1)
	Autres	Mise en place d'accords de prestation de services mesurables et recours plus fréquent à l'automatisation des opérations, et amélioration des dispositifs de recouvrement des coûts	Tableau 29H.6 (2)
30	Information et communications	Réduction tenant compte des dépenses observées au cours de l'exercice 2012-2013 au titre des services informatiques et de communications	Tableau 30.7
34	Redistribution de la charge de travail	Redistribution de la charge de travail et réduction des ressources prévues au titre des communications	Tableau 34.6

[a] A/67/529 et Corr.1.

Tableau 7 **Taux de change des monnaies par rapport au dollar des États-Unis et taux annuels d'inflation, de 2012 à 2015, pour les principaux lieux d'affectation**

	Taux de change				*Taux moyen annuel d'inflation (en pourcentage)*			
	2012[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*	*2012*[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*
Vienne (euro)	0,779	0,779	0,779	0,779	2,2	2,3	2,7	2,1
Santiago (peso chilien)	484,167	484,167	484,167	484,167	2,8	2,6	3,3	3,2
Addis-Abeba (birr éthiopien)	17,629	17,960	17,960	17,960	22,0	10,8	14,0	13,4
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupie)	53,108	53,108	53,108	53,108	8,8	8,4	8,6	7,2
Beyrouth (livre libanaise)	1 500,917	1 501,000	1 501,000	1 501,000	5,5	2,2	3,1	4,0
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/ Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (shekel)	3,856	3,914	3,914	3,914	1,3	1,8	2,6	2,8
Nairobi (shilling kényan)	84,337	85,000	85,000	85,000	10,1	5,6	6,0	5,8
Mexico (peso mexicain)	13,224	13,224	13,224	13,224	4,0	4,0	3,6	3,5
La Haye (euro)	0,779	0,779	0,779	0,779	2,6	2,0	2,2	2,4
Bangkok (baht thaï)	31,175	31,175	31,175	31,175	3,1	3,5	4,5	4,1

	Taux de change				*Taux moyen annuel d'inflation (en pourcentage)*			
	2012[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*	*2012*[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*
Port of Spain (dollar de Trinité-et-Tobago)	6,323	6,323	6,323	6,323	8,7	2,7	5,8	6,1
New York (dollar des États-Unis)[b]	1,000	1,000	1,000	1,000	2,0	2,4	2,4	2,2
Genève (franc suisse)	0,938	0,939	0,939	0,939	(0,9)	–	1,0	1,0

[a] Aux taux révisés de 2012-2013.
[b] Les paramètres de New York sont censés s'appliquer aux centres d'information des Nations Unies et aux bureaux extérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité.

Tableau 8 **Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2012 à 2015, pour les principaux lieux d'affectation**

	Coefficient d'ajustement (administrateurs)				*Ajustement au coût de la vie (agents des services généraux)*			
	2012[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*	*2012*[a]	*2013*[a]	*2014*	*2015*
Vienne	53,8	58,1	61,7	64,4	2,3	2,3	2,7	2,1
Santiago	54,6	55,8	51,0	51,0	–	2,6	3,3	3,2
Addis-Abeba	46,4	49,3	49,1	57,6	21,7	10,8	14	13,4
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	38,7	43,0	48,8	55,2	3,2	8,4	8,6	7,2
Beyrouth	55,5	55,5	55,7	58,2	6,8	2,2	3,1	4
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	54,0	52,9	55,0	56,7	1,5	1,8	2,6	2,8
Nairobi	42,3	43,2	43,4	47,6	4,4	5,6	6	5,8
Mexico	44,9	48,4	53,3	54,4	3,6	4	3,6	3,5
La Haye	49,6	52,2	54,7	57,0	0,9	2	2,2	2,4
Bangkok	48,6	50,4	53,8	57,5	–	3,5	4,5	4,1
Port of Spain	51,6	51,9	52,4	56,9	5,0	2,7	5,8	6,1
New York	65,5	68,5	71,3	74,0	2,2	2,4	2,4	2,2
Services de sécurité décentralisés	52,0	55,6	59,4	62,9	2,2	2,4	2,4	2,2
Genève	97,5	97,7	97,6	98,2	0,2	–	1	1
Centres d'information des Nations Unies	53,2	56,8	60,6	64,1	2,2	2,4	2,4	2,2

[a] Aux taux révisés de 2012-2013, compte tenu des décisions 67/551 et 67/552 de l'Assemblée générale.

Tableau 9 **Effet-report, sur l'exercice 2014-2015, des créations de postes au cours de l'exercice biennal 2012-2013, par chapitre du budget**[a]

		Nouveaux postes	*Montant*
1.	Politique, direction et coordination d'ensemble	6	758,7
3.	Affaires politiques	4	539,7
5.	Opérations de maintien de la paix	2	68,2
7.	Cour internationale de Justice	3	215,8
8.	Affaires juridiques	6	869,8
9.	Affaires économiques et sociales	2	271,2
16.	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	8	1 309,7
17.	ONU-Femmes	2	271,2
19.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1	199,5
21.	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	–	26,7
22.	Développement économique et social en Asie occidentale	3	596,1
24.	Droits de l'homme	14	2 046,1
26.	Réfugiés de Palestine	13	2 087,2
27.	Aide humanitaire	2	460,3
28.	Information	14	1 335,4
29C.	Bureau de la gestion des ressources humaines	2	271,2
29D.	Bureau des services centraux d'appui	25	1 751,8
30.	Contrôle interne	7	1 001,2
34.	Sûreté et sécurité	13	451,3
36.	Contributions du personnel	–	3 260,8
	Total	127	17 791,9

[a] L'effet-report reflète le coût intégral des 127 postes créés en 2012-2013 et reconduits en 2014-2015 conformément aux résolutions 66/246, 66/247 et 67/246 de l'Assemblée générale.

B. Autres facteurs sous-tendant les propositions budgétaires

Tableau 10 **Exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015**[a] **: montant estimatif des quotes-parts hors budget ordinaire, par chapitre du budget**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	*Total*
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble				
1. Politique, direction et coordination d'ensemble				
2012-2013	16 546,9	–	–	16 546,9
2014-2015	17 992,8	–	–	17 992,8

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	*Total*
Titre II. Affaires politiques				
3. Affaires politiques				
2012-2013	15 992,2	–	–	15 992,2
2014-2015	15 847,0	–	–	15 847,0
5. Opérations de maintien de la paix				
2012-2013	311 051,4	–	–	311 051,4
2014-2015	318 134,4	–	–	318 134,4
Titre III. Justice internationale et droit international				
8. Affaires juridiques				
2012-2013	7 032,8	–	–	7 032,8
2014-2015	7 745,8	–	–	7 745,8
Titre VII. Information				
28. Information				
2012-2013	1 446,7	–	–	1 446,7
2014-2015	1 446,7	–	–	1 446,7
Titre VIII. Services communs d'appui				
29. Services de gestion et d'appui				
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion				
2012-2013	119 455,0	–	–	119 455,0
2014-2015	106 310,2	–	–	106 310,2
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				
2012-2013	40 670,7	–	–	40 670,7
2014-2015	43 660,7	–	–	43 660,7
C. Bureau de la gestion des ressources humaines				
2012-2013	22 256,0	–	–	22 256,0
2014-2015	24 070,8	–	–	24 070,8
D. Bureau des services centraux d'appui				
2012-2013	28 559,4	–	–	28 559,4
2014-2015	28 597,0	–	–	28 597,0
E. Bureau de l'informatique et des communications				
2012-2013	13 978,5	–	–	13 978,5
2014-2015	14 423,7	–	–	14 423,7
Titre IX. Contrôle interne				
30. Contrôle interne				
2012-2013	46 732,2	–	–	46 732,2
2014-2015	61 736,7	–	–	61 736,7
Titre XII. Sûreté et sécurité				
34. Sûreté et sécurité				
2012-2013	8 063,9	–	–	8 063,9

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	*Total*
2014-2015	7 944,6	–	–	7 944,6
Total				
2012-2013	**631 785,7**	**–**	**–**	**631 785,7**
2014-2015	**647 910,4**	**–**	**–**	**647 910,4**

[a] Les dépenses d'appui aux programmes sont des dépenses engagées par les services administratifs et techniques pour assurer l'exécution des programmes et projets; elles sont financées au moyen des quotes-parts hors budget ordinaire concernant les opérations de maintien de la paix, le plan-cadre d'équipement, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Tableau 11 Exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015[a] : montant estimatif des ressources budgétaires, par chapitre du budget

	Activités d'appui[a]	*Activités de fond*[b]	*Activités opérationnelles*[c]	*Total*
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble				
1. Politique, direction et coordination d'ensemble				
2012-2013	8 329,1	19 801,9	14 145,8	42 276,8
2014-2015	9 148,3	22 624,8	18 679,5	50 452,6
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences				
2012-2013	16 482,2	16 910,3	–	33 392,5
2014-2015	16 481,2	22 978,4	–	39 459,6
Titre II. Affaires politiques				
3. Affaires politiques				
2012-2013	2 721,2	38 072,9	–	40 794,1
2014-2015	3 737,2	37 522,0	–	41 259,2
4. Désarmement				
2012-2013	579,0	11 581,9	14 405,0	26 565,9
2014-2015	560,0	10 116,4	12 508,1	23 184,5
5. Opérations de maintien de la paix				
2012-2013	1 022,1	107 552,0	–	108 574,1
2014-2015	1 022,9	95 717,6	–	96 740,5
6. Utilisation pacifique de l'espace				
2012-2013	–	1 845,5	–	1 845,5
2014-2015	–	1 813,0	–	1 813,0
Titre III. Justice internationale et droit international				
8. Affaires juridiques				
2012-2013	3 663,7	5 519,6	–	9 183,3
2014-2015	3 755,3	5 244,5	–	8 999,8

	Activités d'appui[a]	*Activités de fond*[b]	*Activités opérationnelles*[c]	*Total*
Titre IV. Coopération internationale pour le développement				
9. Affaires économiques et sociales				
2012-2013	13 713,1	17 629,2	137 506,8	168 849,1
2014-2015	13 578,9	9 045,9	136 780,0	159 404,8
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement				
2012-2013	–	2 716,7	–	2 716,7
2014-2015	–	7 183,0	–	7 183,0
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique				
2012-2013	–	186,0	1 100,0	1 286,0
2014-2015	–	377,0	597,2	974,2
12. Commerce et développement				
2012-2013	10 951,2	667,0	64 791,0	76 409,2
2014-2015	9 158,6	340,0	64 799,0	74 297,6
14. Environnement				
2012-2013	28 183,5	162 401,3	413 848,7	604 433,5
2014-2015	23 200,0	137 005,7	423 894,3	584 100,0
15. Établissements humains				
2012-2013	28 917,4	70 221,9	271 637,6	370 776,9
2014-2015	27 554,7	45 617,1	298 115,9	371 287,7
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale				
2012-2013	37 990,6	21 237,8	474 488,1	533 716,5
2014-2015	37 789,2	20 672,8	477 360,4	535 822,4
17. ONU-Femmes				
2012-2013	–	530 000,0	–	530 000,0
2014-2015	–	700 000,0	–	700 000,0
Titre V. Coopération régionale pour le développement				
18. Développement économique et social en Afrique				
2012-2013	9 439,1	–	42 233,5	51 672,6
2014-2015	10 053,2	–	62 710,9	72 764,1
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique				
2012-2013	5 941,5	2 707,5	43 698,1	53 347,1
2014-2015	5 941,6	3 442,0	40 747,9	50 131,5
20. Développement économique en Europe				
2012-2013	2 542,2	8 111,9	19 823,0	30 477,1
2014-2015	2 770,0	7 182,4	18 802,6	28 755,0
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes				
2012-2013	2 240,8	–	29 855,8	32 096,6

	Activités d'appui[a]	*Activités de fond*[b]	*Activités opérationnelles*[c]	*Total*
2014-2015	2 238,0	–	29 269,0	31 507,0
22. Développement économique et social en Asie occidentale				
2012-2013	–	–	11 160,1	11 160,1
2014-2015	–	–	12 120,4	12 120,4
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires				
24. Droits de l'homme				
2012-2013	31 795,5	197 229,1	44 484,2	273 508,8
2014-2015	25 707,5	192 694,8	43 446,0	261 848,3
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance				
2012-2013	–	2 470 988,8	5 616 413,9	8 087 402,7
2014-2015	–	2 472 392,5	5 616 413,9	8 088 806,4
26. Réfugiés de Palestine				
2012-2013	–	–	2 011 447,7	2 011 447,7
2014-2015	–	–	1 912 019,8	1 912 019,8
27. Aide humanitaire				
2012-2013	96 084,9	202 229,7	317 943,1	616 257,7
2014-2015	100 958,1	205 250,3	324 029,2	630 237,6
Titre VII. Information				
28. Information				
2012-2013	–	4 332,1	–	4 332,1
2014-2015	–	4 332,1	–	4 332,1
Titre VIII. Services communs d'appui				
29. Services de gestion et d'appui				
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion				
2012-2013	30 643,7	–	–	30 643,7
2014-2015	10 359,2	–	–	10 359,2
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				
2012-2013	20 823,4	2 696,4	–	23 519,8
2014-2015	20 950,7	2 621,1	–	23 571,8
C. Bureau de la gestion des ressources humaines				
2012-2013	6 811,2	4,4	–	6 815,6
2014-2015	7 254,5	42,0	–	7 296,5
D. Bureau des services centraux d'appui				
2012-2013	4 033,3	114 134,5	–	118 167,8
2014-2015	4 031,5	123 808,2	–	127 839,7
E. Bureau de l'informatique et des communications				
2012-2013	21 870,3	–	–	21 870,3

	Activités d'appui[a]	*Activités de fond*[b]	*Activités opérationnelles*[c]	*Total*
2014-2015	23 771,2	–	–	23 771,2
F. Administration (Genève)				
2012-2013	40 953,3	–	–	40 953,3
2014-2015	41 541,7	–	–	41 541,7
G. Administration (Vienne)				
2012-2013	17 123,2	699,1	–	17 822,3
2014-2015	23 274,3	668,2	–	23 942,5
H. Administration (Nairobi)				
2012-2013	27 270,8	–	–	27 270,8
2014-2015	29 362,3	–	–	29 362,3
Titre IX. Contrôle interne				
30. Contrôle interne				
2012-2013	16 870,8	–	–	16 870,8
2014-2015	17 838,4	–	–	17 838,4
Titre XII. Sûreté et sécurité				
34. Sûreté et sécurité				
2012-2013	5 273,8	781,1	–	6 054,9
2014-2015	5 457,0	785,8	–	6 242,8
Total				
2012-2013	**492 270,9**	**4 010 258,6**	**9 528 982,4**	**14 031 511,9**
2014-2015	**477 495,5**	**4 129 477,6**	**9 492 294,1**	**14 099 267,2**

[a] Les dépenses d'appui aux programmes sont engagées par les services administratifs et techniques pour assurer l'exécution des programmes et projets financés à l'aide des ressources extrabudgétaires, y compris des fonds d'affectation spéciale.
[b] Les activités de fond sont destinées à appuyer ou compléter des programmes approuvés et sont financées par le budget ordinaire.
[c] Les activités opérationnelles sont destinées à offrir une assistance aux pays, par exemple dans le cadre d'une coopération technique, d'opérations de secours et autres projets humanitaires.

Tableau 12 **Ressources demandées pour l'Office des Nations Unies à Nairobi au titre de chapitres choisis**[a]

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Variation						*2014-2015 (montant prévu) (avant actualisation des coûts)*
	2012-2013 (montant révisé des ressources)	*Ajustements techniques (effet-report et élimination de dépenses non renouvelables)*	*Nouveaux mandates et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*[b]	*Total*	*Pourcentage*	
1. Politique, direction et coordination d'ensemble : Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi	2 038,9	206,0	–	(65,1)	–	140,9	6,9	2 179,8

		2012-2013 (montant révisé des ressources)	*Variation*						*2014-2015 (montant prévu) (avant actualisation des coûts)*
			Ajustements techniques (effet-report et élimination de dépenses non renouvelables)	*Nouveaux mandates et transferts entre les composantes*	*Résolution 67/248*	*Rapport sur l'esquisse budgétaire*[b]	*Total*	*Pourcentage*	
2.	Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences : services de conférence (Nairobi)	21 550,0	–	484,4	–	–	484,4	2,2	22 034,4
14.	Environnement	10 081,0	–	12 581,5	(717,8)	–	11 863,7	117,7	21 944,7
15.	Établissement humains	19 856,9	(3,6)	–	(562,7)	(67,7)	(634,0)	(3,2)	19 222,9
29H.	Administration (Nairobi)	33 343,3	(1 293,2)	–	–	(1 203,4)	(2 496,6)	(7,5)	30 846,7
33.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	6 363,2	–	–	–	(329,2)	(329,2)	(5,2)	6 034,0
34.	Sûreté et sécurité	11 981,1	(51,5)	(2,6)	(234,5)	–	(288,6)	(2,4)	11 692,5
	Total	**105 214,4**	**(1 142,3)**	**13 063,3**	**(1 580,1)**	**(1 600,3)**	**8 740,6**	**8,3**	**113 955,0**

[a] A/67/529 et Corr.1.
[b] Conformément aux dispositions des résolutions 55/220, 57/292 et 58/270 de l'Assemblée générale.

Tableau 13 **Ressources demandées au titre de la formation**[a]

(En milliers de dollars des États-Unis)

Activités de formation gérées de façon centralisée	
Gestion des ressources humaines et financières	931,6
Technologies de l'information	2 851,6
Perfectionnement des cadres et suivi des résultats	9 103,5
Compétences professionnelles et techniques et aide à l'organisation des carrières	5 034,7
Total partiel	**17 921,4**
Cours de langue[b]	10 189,2
Autres activités de formation[c]	4 365,1
Total	**32 475,7**

[a] Avant actualisation des coûts.
[b] Dont un montant de 4 492 200 dollars au titre des cours de langue gérés de façon centralisée.
[c] Y compris les ressources nécessaires à la sécurité et à la part du coût des activités financées en commun prise en charge par l'ONU.

Tableau 14 **Ressources informatiques pour les exercices biennaux 2010-2011 à 2014-2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget ordinaire			*Ressources extrabudgétaires*			*Quotes-parts hors budget ordinaire*		
Chapitre	*2010-2011[a] Dépenses effectives*	*2012-2013 (montant révisé des ressources)*	*2014-2015[b] Montant prévu*	*2010-2011[a] Dépenses effectives*	*2012-2013 Montant estimatif*	*2014-2015[b] Montant prévu*	*2010-2011[a] Dépenses effectives*	*2012-2013 Montant estimatif*	*2014-2015[b] Montant prévu*
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	958,6	1 975,9	2 139,9	–	–	14,8	114,7	51,5	55,4
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	10 695,7	21 654,9	22 936,9	147,0	964,5	1 188,6	–	–	–
3. Affaires politiques	61 979,0	21 575,2	21 701,2	96,1	52,6	55,0	–	–	–
4. Désarmement	295,7	682,5	692,7	0,0	87,0	82,2	–	–	–
5. Opérations de maintien de la paix	2 601,9	1 767,5	2 234,5	–	–	–	–	3 105,9	3 105,9
6. Utilisations pacifiques de l'espace	80,7	279,5	255,0	25,0	26,0	26,0	–	–	–
7. Cour internationale de Justice	1 399,6	861,4	1 544,9	–	–	–	–	–	–
8. Affaires juridiques	1 827,8	1 696,6	1 575,0	29,6	76,6	91,9	173,4	202,3	180,8
9. Affaires économiques et sociales	3 179,3	3 305,8	2 343,7	48,4	90,0	138,0	–	–	–
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	137,2	161,9	221,9	–	–	–	–	–	–
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	157,3	190,0	201,0	–	–	–	–	–	–
12. Commerce et développement	1 026,1	9 239,9	9 177,2	–	600,1	600,1	–	–	–
14. Environnement	221,1	284,6	361,1	–	–	–	–	–	–
15. Établissements humains	503,1	102,6	390,3	–	–	–	–	–	–
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	946,2	827,2	777,5	–	2 888,2	2 888,2	–	–	–
17. ONU-Femmes	47,7	700,4	395,0	–	–	–	–	–	–
18. Développement économique et social en Afrique	5 291,5	8 576,2	7 686,5	–	–	128,0	–	–	–
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	2 229,1	3 002,9	2 571,5	–	650,3	650,3	–	–	–
20. Développement économique en Europe	1 065,6	4 761,7	4 460,2	34,6	75,8	70,4	–	–	–
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 347,2	5 205,4	5 495,8	–	–	–	–	–	–

Chapitre	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Quotes-parts hors budget ordinaire		
	2010-2011[a] Dépenses effectives	*2012-2013 (montant révisé des ressources)*	*2014-2015[b] Montant prévu*	*2010-2011[a] Dépenses effectives*	*2012-2013 Montant estimatif*	*2014-2015[b] Montant prévu*	*2010-2011[a] Dépenses effectives*	*2012-2013 Montant estimatif*	*2014-2015[b] Montant prévu*
22. Développement économique et social en Asie occidentale	1 552,2	6 993,5	6 795,4	–	–	–	–	–	–
23. Programme ordinaire de coopération technique	5,8	62,4	73,7	–	–	–	–	–	–
24. Droits de l'homme	1 912,9	3 714,5	3 572,8	–	–	–	–	–	–
26. Réfugiés de Palestine	–	1 989,9	1 989,9	–	–	–	–	–	–
27. Aide humanitaire	374,1	791,7	756,5	323,6	412,0	373,2	–	–	–
28. Information	4 490,8	8 983,1	8 330,2	–	–	–	–	–	–
29. Services de gestion et d'appui	26 642,2	81 918,2	113 423,9	3 621,6	18 884,4	22 039,8	19 178,6	13 193,1	13 472,9
30. Contrôle interne	706,7	1 949,7	1 952,2	16,6	40,2	28,4	9,7	22,0	18,4
31. Activités administratives financées en commun	–	257,7	236,2	–	–	–	–	–	–
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	13 722,1	13 091,7	13 160,8	–	–	–	–	–	–
34. Sûreté et sécurité	2 562,8	3 960,5	3 239,2	6,4	24,0	10,4	67,1	188,6	190,5
Total	**148 960.0**	**210 565,0**	**240 692,6**	**4 348,9**	**24 871,7**	**28 385,3**	**19 543,5**	**16 763,4**	**17 023,9**

[a] À l'exclusion des dépenses afférentes aux postes liés à l'informatique.
[b] Avant actualisation des coûts.

Tableau 15 **Personnel temporaire (autre que pour les réunions) au 31 mars 2013**

Titres	*Nombre*	*Titre ou fonction*
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	8	Commis, juriste, assistant juridique, assistant administratif, informaticien
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	5	Assistant à la gestion des ressources humaines, assistant au service des séances
Total partiel	**13**	
Titre II. Affaires politiques		
3. Affaires politiques	3	Fonctionnaire des finances et du budget, assistant (finances et budget), assistant à la gestion des ressources humaines
Total partiel	**3**	
Titre III. Justice internationale et droit international		
7. Cour internationale de Justice	3	Médecin, dactylographe
Total partiel	**3**	

	Titres	*Nombre*	*Titre ou fonction*
Titre IV. Coopération internationale pour le développement			
9.	Affaires économiques et sociales	4	Fonctionnaire d'administration, assistant d'équipe, assistant au service des séances, statisticien
10.	Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	4	Économiste, assistant d'équipe
11.	Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	1	Assistant principal de secrétariat
12.	Commerce et développement	4	Commis d'administration, administrateur de programmes (adjoint de 1re classe), fonctionnaire de l'information, commis aux voyages
13.	Centre du commerce international	2	Administrateur de programmes hors-classe, graphiste
15.	Établissements humains	5	Assistant de secrétariat, assistant d'équipe, assistant administratif, assistant financier
16.	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	3	Assistant (programmes), assistant d'équipe
	Total partiel	**23**	
Titre V. Coopération régionale pour le développement			
18.	Développement économique et social en Afrique	8	Planton, assistant préposé au courrier, assistant d'équipe, préposé à l'entretien des bureaux
19.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	6	Assistant informatique, technicien en télécommunications
20.	Développement économique en Europe	1	Conseiller principal à la Commission économique pour l'Europe (direction exécutive et gestion des pratiques)
21.	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	8	Chauffeur, assistant de systèmes informatiques, assistant de bureau, assistant de recherche, commis à la recherche, assistants d'équipe, technicien en télécommunications
22.	Développement économique et social en Asie occidentale	15	Opérateur d'assembleuse-relieuse, chauffeur, assistant de systèmes informatiques, assistant informatique, préposé aux stocks et aux fournitures, médecin, planton, infirmier, assistant de secrétariat, technicien en télécommunications, téléphoniste, commis aux visas
23.	Programme ordinaire de coopération technique	19	Assistant-graphiste, conseillers interrégionaux, administrateur de programmes, conseiller régional, conseiller régional du Bureau sous-régional pour le Pacifique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, conseiller régional de la Division des technologies de l'information et des communications au service de la réduction des risques de catastrophe, conseiller régional pour les politiques macroéconomiques et le développement inclusif, assistant de recherche, assistant d'équipe, assistant à la coopération technique
	Total partiel	**57**	

Titres	*Nombre*	*Titre ou fonction*
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires		
24. Droits de l'homme	31	Directeur de programmes, spécialistes des droits de l'homme, spécialistes des droits de l'homme (adjoints de 2e classe) et enquêteurs sur les droits de l'homme, commis aux contributions, coordonnateur, analyste, chef des enquêtes, conseiller juridique, spécialiste politique et des médias, analyste médias et traducteur, analyste adjoint, assistants administratifs et aux programmes
27. Aide humanitaire	5	Fonctionnaire des services de gestion des ressources humaines, fonctionnaire chargé de la formation, fonctionnaire chargé des achats, assistant à la gestion des ressources humaines
Total partiel	**36**	
Titre VII. Information		
28. Information	28	Aide bibliothécaire, attaché de presse, opérateur de machine à imprimer, fonctionnaire de l'information, assistant d'équipe
Total partiel	**28**	
Titre VIII. Services communs d'appui		
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	2	Juriste
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	3	Assistant financier, assistant de bureau, directeur de projets
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	12	Fonctionnaire d'administration, Sous-Secrétaire général, chef, assistant à la gestion des ressources humaines, juriste, médecin, assistant d'équipe
29D. Bureau des services centraux d'appui	9	Chef, chauffeur, assistant financier, spécialiste de la gestion du matériel, administrateur de 2e classe, assistant de secrétariat, assistant d'équipe
29E. Bureau de l'informatique et des communications	19	Assistant administratif, fonctionnaire d'administration, informaticien, administrateur chargé de la gestion du comportement professionnel, administrateur de 2e classe, spécialiste hors classe des services d'information, assistant d'équipe
29F. Office des Nations Unies à Genève	13	Architecte, bibliothécaire adjoint, coordonnateurs pour la continuité des opérations, agent d'entretien, ingénieur, assistant à la gestion des ressources humaines, commis aux ressources humaines, spécialiste des systèmes d'information (sécurité), juriste, déménageur, coordonnateur de sites Web
29G. Office des Nations Unies à Vienne	6	Assistant administratif, assistant (budget), assistant (gestion des ressources humaines), aide bibliothécaire, assistant (programmes)
29H. Office des Nations Unies à Nairobi	4	Assistant administratif, assistant (systèmes informatiques), informaticien, administrateur de programmes
Total partiel	**68**	

Titres	*Nombre*	*Titre ou fonction*
Titre XII. Sûreté et sécurité		
34. Sûreté et sécurité	9	Assistant d'équipe, administrateur de 1re classe, assistant (gestion de l'information), lieutenant du Service de sécurité
Total partiel	**9**	
Chapitre des recettes		
3. Services destinés au public	3	Assistant au service des séances, commis au service des séances, assistant d'information
Total partiel	**3**	
Total	**243**	

Tableau 16 **Estimations des dépenses au titre des licences Mobile Office (accès à distance) et de la continuité des opérations**

A. Licences Mobile Office

(En dollars des États-Unis)

Chapitres du budget	*Nombre de licences*	*Ressources demandées*
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	24	30 240
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	125	157 500
3. Affaires politiques	40	50 400
4. Désarmement	13	16 380
5. Opérations de maintien de la paix	28	35 280
8. Affaires juridiques	25	31 500
9. Affaires économiques et sociales	26	32 760
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	2	2 520
27. Aide humanitaire	37	46 620
28. Information	54	68 040
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	12	15 120
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	36	45 360
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	33	41 580
29D. Bureau des services centraux d'appui	39	49 140
29E. Bureau de l'informatique et des communications	11	13 860
30. Contrôle interne	23	28 980
34. Sûreté et sécurité	75	94 500
Total	**603**	**759 780**

B. Gestion de la continuité des opérations

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitres du budget	*Ressources demandées*
Commissions régionales et bureaux hors Siège	
18. Développement économique et social en Afrique	1 547,7
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	430,4
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	490,7
22. Développement économique et social en Asie occidentale	400,4
29F. Administration (Genève)	971,2
29G. Administration (Vienne)	550,3
29H. Administration (Nairobi)	560,1
Total partiel	**4 950.8**
Siège	
28. Information	167,4
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines (services médicaux)	399,0
29D. Bureau des services centraux d'appui	1 037,9
Total partiel	**1 604.3**
Total	**6 555.1**

Tableau 17 **Programmes de travail examinés par des organes spécialisés et chapitres correspondants du budget**

Chapitre/programme/sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	Comité des Conférences	Avril 2012
3. Affaires politiques		
Décolonisation	Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	Juin 2012
Question de Palestine	Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	Mai 2012
6. Utilisations pacifiques de l'espace	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	Juin 2012
8. Affaires juridiques		
Développement progressif et codification du droit international	Commission du droit international	Juillet-août 2012
Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	Juin-juillet 2012

Chapitre/programme/sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
9. Affaires économiques et sociales		
Appui au Conseil économique et social et coordination	Conseil économique et social	Juillet 2012
Politiques sociales et développement social	Commission du développement social	Février 2012
Développement durable	Commission du développement durable	En temps normal, le projet de plan-programme biennal aurait été présenté à la Commission. Cependant, à la suite de la décision prise par l'Assemblée générale de tenir la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, la session de la Commission pour 2012 a été repoussée d'un an [voir résolution 64/236, par. 25 c)]. Le projet de plan-programme biennal ne sera donc pas présenté à un organe intergouvernemental avant son examen par le Comité du programme et de la coordination.
Statistique	Commission de statistique	Mars 2012
Population	Commission de la population et du développement	Avril 2012
Administration publique et gestion du développement	Comité d'experts de l'administration publique	Avril 2012
12. Commerce et développement		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Conseil du commerce et du développement/Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme	Novembre 2011
Centre du commerce international	Groupe consultatif commun sur le Centre du commerce international	Mai 2012
14. Environnement	Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement	Mars-avril 2012
15. Établissements humains	Conseil d'administration d'ONU-Habitat	Avril 2012
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	Avril 2012
	Commission des stupéfiants	Mars 2012

Chapitre/programme/sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
17. ONU-Femmes	Commission de la condition de la femme	La Commission n'a pas été en mesure d'examiner le projet de plan-programme biennal pour 2014-2015 en raison des dates de sa cinquante-sixième session (27 février-9 mars 2012). La cinquante-septième session de la Commission se tiendra du 4 au 15 mars 2013.
18. Développement économique et social en Afrique	Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique	Mars 2012
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique/Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission	Mai 2012
20. Développement économique en Europe	Comité exécutif de la Commission économique pour l'Europe	Septembre 2012
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Mars 2012. La Commission examinera le projet en séance plénière à sa session biennale, en août 2012.
22. Développement économique et social en Asie occidentale	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Mai 2012
24. Droits de l'homme	Conseil des droits de l'homme	Le rôle joué par le Conseil des droits de l'homme dans l'examen du projet de plan-programme biennal concernant le programme 19 (Droits de l'homme) a été clarifié, étant donné que, du point de vue juridique et conformément à la pratique de l'ancienne Commission des droits de l'homme, le Conseil ne devrait pas être considéré comme un organe intergouvernemental au sens de l'article 4.8 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le

Chapitre/programme/sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
		contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Cela étant, le Haut-Commissaire a communiqué le programme 20 du plan-programme biennal pour la période 2014-2015 aux membres du Conseil, dans une lettre adressée à son président, comme il l'avait fait pour 2012-2013. Dans cette lettre, le Haut-Commissaire a informé le Conseil de l'examen prochain du Comité du programme et de la coordination et a invité les membres du Conseil à lui faire part de leurs observations.
28. Information	Comité de l'information	Avril-mai 2012

Tableau 18 **État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles**

Recommandation	*Suite donnée*
(A/66/7)	
Le Comité consultatif salue l'accent qui est ainsi mis sur les gains d'efficience, lesquels devraient avoir des incidences sur le niveau ou la répartition des ressources. Il regrette toutefois que le projet de budget-programme ne fournisse pas suffisamment de précisions quant à l'effet des mesures de renforcement de l'efficacité sur les prévisions de dépenses. À cet égard, il rappelle que l'introduction aux projets de budget-programme devrait comporter un récapitulatif des principales mesures de renforcement de l'efficacité, couplé à des renseignements sur les ressources que ces mesures ont dégagées ou devraient dégager. Quand de nouvelles mesures de renforcement de l'efficacité seront programmées, il faudra les assortir de délais de mise en œuvre clairs. Il faudra aussi donner	Un tableau a été inséré dans les différents fascicules du budget afin de donner un aperçu des efforts entrepris pour améliorer la rentabilité et l'efficacité des services fournis au titre de l'appui aux programmes, de la gestion des conférences, de l'information et des projets d'équipement. Ce tableau contient quatre rubriques qui indiquent les réductions nettes des moyens nécessaires et donnent une description des mesures prises ainsi que de leurs effets sur les produits et les objectifs de résultats, selon les circonstances.

Recommandation	*Suite donnée*
plus de précisions sur chacun des départements ou bureaux concernés dans le complément d'information qui lui sera fourni (voir A/60/7, par. 102) (par. 60).	
Pendant son examen du projet de budget-programme, le Comité consultatif a constaté qu'un certain nombre de postes étaient vacants depuis longtemps. Comme le Comité consultatif l'a déjà indiqué, l'utilité des postes vacants de longue date devrait être réexaminée à intervalles réguliers, et notamment avant que la création de nouveaux postes ne soit proposée à l'Assemblée générale. Le Comité considère que le projet de budget-programme devrait préciser en quoi chacun des postes vacants depuis au moins deux ans reste nécessaire et pourquoi il n'a pas pu être pourvu (par. 92).	Il a été procédé à un examen approfondi des ressources humaines pour adapter au mieux les fonctions aux exigences liées à l'exécution des mandats. On a notamment réexaminé l'utilité des postes vacants depuis au moins deux ans. À cet égard, on a établi que quatre postes de fonctionnaire sous-régional au titre du chapitre 18 (Développement économique et social en Afrique) étaient vacants depuis deux ans et qu'ils restaient nécessaires dans le cadre de la restructuration du programme prévue par le Secrétaire général dans son rapport récapitulant les modifications à apporter au plan-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 et dans le projet de budget-programme pour ce chapitre. S'agissant de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, un poste était concerné. Après examen, ce poste est resté inscrit dans le projet de budget-programme.
Le Comité insiste sur le besoin de rendre compte de manière cohérente de tous les aspects du projet de budget-programme. Il recommande d'ajuster la forme sous laquelle sont présentées les informations sur les publications afin de faire ressortir l'usage accru qui est fait des moyens électroniques de mise à disposition des documents. Les renseignements devraient non seulement indiquer les publications en série et ponctuelles, comme le veut la pratique actuelle, mais aussi ventiler le nombre de publications en fonction de leur format proposé – papier, électronique, ou les deux (par. 110).	Le tableau relatif aux publications qui figure dans les fascicules respectifs a été modifié pour rendre compte de l'utilisation qui a été faite des publications sous format papier, électronique ou les deux au cours des exercices biennaux passés.
Concernant le suivi et l'évaluation des activités de formation, le Comité a été informé qu'à l'heure actuelle les initiatives d'évaluation s'axaient principalement sur la qualité des cours selon les participants et sur l'effet de	Tous les programmes et les activités d'apprentissage organisés sont évalués sur la base des réactions immédiates des participants concernant leur pertinence pour le travail qu'ils exercent et la question de savoir s'ils ont ou non l'intention d'utiliser les connaissances et les compétences acquises. D'éventuels ajustements

Recommandation	*Suite donnée*
ces cours sur la confiance des participants. On lui a toutefois indiqué que, dorénavant, l'accent serait davantage mis sur l'incidence pratique des cours et sur le rendement de l'investissement final pour l'Organisation. Le Comité reconnaît l'importance de la formation pour que l'ONU puisse disposer d'un personnel hautement compétent et capable d'exécuter les mandats de l'Organisation de la manière la plus efficace et efficiente possible. Néanmoins, il insiste une nouvelle fois sur la nécessité d'établir un lien entre les programmes et objectifs de formation, d'une part, et l'exécution du mandat et les objectifs de l'Organisation, d'autre part (par. 112).	sont effectués sur la base de leurs observations. Pour un certain nombre de programmes, on procède à une évaluation plus détaillée et systématique de l'incidence des formations. Des questionnaires sont remis aux participants trois à six mois après le programme afin de mieux évaluer le niveau d'application des connaissances acquises et les effets qui en découlent pour l'Organisation. Cette méthode d'évaluation, qui se fonde sur l'analyse du « rendement de l'investissement », est appliquée et recommandée par l'École des cadres du système des Nations Unies. Dans l'ensemble, les résultats des évaluations menées, qui font intervenir une main-d'œuvre importante, sont très encourageants et laissent présager pour l'Organisation un bon rendement de l'investissement dans le domaine de l'apprentissage. On s'efforce actuellement d'aider le Bureau de la gestion des ressources humaines à appliquer plus avant et à rationaliser de façon systématique les systèmes de rendement de l'investissement dans ses évaluations de programme. Pour appliquer cette méthode d'évaluation, le Bureau doit coopérer avec les bureaux hors siège et les commissions régionales. En outre, il continue d'encourager l'utilisation de cette méthode en demandant aux consultants et aux fournisseurs des programmes d'apprentissage de l'adopter pour les évaluations des cours. De nombreuses autres évaluations de la portée des formations sont en cours et la mise en place du module gestion de la formation d'Inspira facilitera également ces processus.
Étant donné les ressources considérables qui sont allouées à la formation, il affirme une nouvelle fois qu'il importe de mettre au point un dispositif et une méthode pour évaluer les programmes de formation et la mesure dans laquelle ils contribuent à améliorer la capacité des fonctionnaires de s'acquitter de leurs fonctions, ainsi que l'efficacité et la rentabilité de leur exécution (ibid.).	En vue de mieux répondre aux préoccupations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour ce qui est d'établir un lien entre les programmes et objectifs de formation, d'une part, et l'exécution du mandat et les objectifs de l'Organisation, d'autre part, dans le cadre de la stratégie révisée en matière d'apprentissage et d'accompagnement des carrières, les ressources seront affectées en priorité aux membres du personnel dont les activités présentent un risque élevé pour l'Organisation et qui sont aussi susceptibles d'avoir des retombées bénéfiques sur ses résultats. On s'intéressera en particulier aux premiers notateurs, en commençant par les échelons intermédiaires, pour toutes les catégories de personnel, compte tenu des responsabilités qui leur sont confiées dans les domaines du suivi du comportement professionnel, du perfectionnement du personnel et de la gestion des ressources financières,

Recommandation	*Suite donnée*
	ainsi que pour l'exécution du mandat de l'Organisation. On s'intéressera également aux membres du personnel dont les fonctions sont touchées par les changements opérés au sein de l'Organisation et de nouvelles méthodes de travail (notamment du fait de la création de centres de services régionaux, d'Umoja et de la stratégie globale d'appui aux missions), ainsi que par la rationalisation des effectifs dans l'ensemble du Secrétariat. En deuxième lieu, la stratégie révisée entend favoriser l'accompagnement des carrières en adaptant les perspectives de carrière individuelle aux priorités de l'Organisation. Les efforts déployés en ce sens pour aider les fonctionnaires à mieux gérer leur carrière personnelle reposeront vraisemblablement sur l'application éclairée des profils associés aux fonctions, des profils du personnel en poste et des besoins estimatifs en effectifs de l'Organisation. Par ailleurs, on pourra faire appel à des réseaux professionnels pour renforcer les connaissances et les compétences nécessaires à l'exécution des mandats et à la progression des carrières dans certains domaines spécialisés.
Étant donné l'ampleur des ressources que l'Organisation consacre aux technologies de l'information et des communications (TIC) et l'importance stratégique qu'il y a à veiller à utiliser ces ressources de façon cohérente, le Comité recommande qu'il soit rendu compte de façon exhaustive de la totalité des ressources demandées pour les TIC dans l'introduction au projet de budget-programme, ces ressources devant être ventilées chapitre par chapitre et selon la source de financement. Des renseignements sur l'utilisation des ressources doivent aussi être fournis, notamment les dépenses consacrées aux besoins opérationnels actuels, à l'exécution de projets et aux accords de prestation de services conclus avec le Bureau des technologies de l'information et des communications ou d'autres prestataires de services TIC. Le montant estimatif des recettes	Le tableau 14 qui figure plus haut indique les ressources demandées pour les TIC, ventilées chapitre par chapitre et selon la source de financement. L'annexe III du document A/68/6 (Sect. 29E) contient des informations sur le recouvrement des coûts.

Recommandation	*Suite donnée*
qu'engrangeront les prestataires de services TIC au titre des accords de prestation de services doit également être indiqué (par. 116).	
Le Comité consultatif a recommande que les projets de budget comprennent un plan TIC pour chaque chapitre, quelle que soit la source de financement, qui contiendrait des propositions concernant l'exécution des projets informatiques et des éléments d'information sur les résultats et les avantages escomptés. Ces plans devraient être établis conformément à la stratégie informatique et télématique du Secrétariat (par. 117).	Dans le cadre de l'examen des propositions pour le projet de budget-programme pour l'exercice 2014-2015, il a été demandé aux départements et aux bureaux de présenter de nouveaux projets TIC, accompagnés si nécessaire d'une étude de viabilité, au Bureau de l'informatique et des communications, pour examen et afin de garantir le respect de la stratégie d'ensemble dans ce domaine. Le Bureau a approuvé des propositions estimées à plus de 250 000 dollars, présentées dans les fascicules du budget.
À cet égard, le Comité consultatif rappelle que dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice 2010-2011, il avait noté que le Bureau des technologies de l'information et des communications exerçait des fonctions de supervision en ce qui concernait la gestion globale des technologies de l'information et des communications et examinait les budgets de tous les projets et opérations informatiques du Secrétariat, quel qu'en soit le mode de financement (A/64/7, par. 63). Le Comité souligne qu'il faut veiller à ce que tous les projets TIC soient cohérents et cadrent avec la stratégie informatique et télématique adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/262. Il réaffirme sa recommandation par laquelle il a demandé que le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et le Bureau des technologies de l'information et des communications travaillent en étroite collaboration pour veiller à ce que des procédures budgétaires appropriées soient établies et pleinement appliquées à l'avenir (par. 118).	Les deux bureaux ont travaillé en étroite collaboration tout au long de l'élaboration du budget pour faire en sorte que les départements disposent de directives claires concernant l'établissement des projets TIC. Il a été demandé aux départements et aux bureaux de présenter de nouveaux projets TIC, accompagnés si nécessaire d'une étude de viabilité, au Bureau de l'informatique et des communications, pour examen et approbation, afin de veiller à ce que les projets proposés soient conformes à la stratégie informatique et télématique d'ensemble.

Recommandation	*Suite donnée*
Le Comité souligne l'importance du rôle que le Siège a à jouer afin de veiller à la coordination des activités de continuité des opérations et à la fourniture d'un appui aux départements et aux bureaux. Il demande que les renseignements sur les activités de continuité des opérations et les ressources nécessaires soient regroupés et présentés dans leurs grandes lignes dans l'introduction des projets de budget-programme (par. 134).	Le tableau 16 du présent rapport donne des informations sur les ressources nécessaires pour les licences Citrix et la gestion de la continuité des opérations. Le Groupe de la continuité des opérations a examiné, au Siège, la proposition relative à la gestion de la continuité des opérations, afin de garantir une approche coordonnée des activités menées dans ce domaine.
En vertu du paragraphe 2 de la section II de la résolution 35/217 de l'Assemblée générale, le Comité examine toutes les propositions de création de postes extrabudgétaires de la classe D-1 et de rang supérieur si ces propositions ne sont pas, par ailleurs, examinées par un organe intergouvernemental. Depuis la présentation de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice 2010-2011, il a examiné et approuvé les demandes du Secrétaire général visant au reclassement ou à la création des postes extrabudgétaires de la classe D-1 et de rang supérieur ci-après : a) Le poste de directeur du Centre international de calcul (reclassement de D-1 à D-2); b) Le poste de chef du bureau extérieur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Haïti (création d'un poste D-1); c) Le poste de chef de l'équipe d'experts du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit (création d'un poste D-1);	L'administration et la gestion des postes extrabudgétaires reposent sur la résolution 35/217 de l'Assemblée générale et sur les instructions administratives ST/AI/284 à 286. En outre, de nouvelles directives sur la création de postes ou d'emplois de la classe D-1 et de rang supérieur ont été émises en janvier 2013 pour renforcer la gestion et le suivi de ces postes conformément aux observations formulées par le Comité consultatif et aux résolutions de l'Assemblée générale.

Recommandation	*Suite donnée*
d) Le poste de sous-secrétaire général à la réduction des risques de catastrophe (reconduction). Le Comité consultatif rappelle le paragraphe 39 de la résolution 64/243 de l'Assemblée générale, dans lequel l'Assemblée a souligné que tous les postes extrabudgétaires devraient être administrés et gérés avec la même rigueur que les postes inscrits au budget ordinaire (par. 140).	